

Recherches sociographiques



"Le fruit dont l'ombre est la saveur " : réflexions aventureuses sur la pensée économique au Québec

Gilles Paquet

Volume 26, Number 3, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 II

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056166ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056166ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Paquet, G. (1985). "Le fruit dont l'ombre est la saveur " : réflexions aventureuses sur la pensée économique au Québec. *Recherches sociographiques*, 26(3), 365–397. <https://doi.org/10.7202/056166ar>

Article abstract

La science économique a perdu le sens de ses origines et s'est trop autonomisée par rapport aux questions concrètes posées par la crise et les projets de société. C'est aussi le cas au Québec, même si la situation est peut-être moins grave qu'ailleurs. À compter des années 1970, l'économie a éclaté en une multitude de directions, où se profilent six principaux axes analytiques : démographie, production et échange, finance, écologie des groupes, l'État, répartition des richesses. Le pari sur la méso-analyse semble une stratégie de réconciliation efficace entre l'économie moléculaire, à saveur néolibérale, et l'économie molaire, fondée sur une rationalité davantage substantive qu'instrumentale. L'article est basé sur des indicateurs bibliographiques de l'évolution de la production et sur une série d'entrevues auprès d'économistes et de scientifiques travaillant à la marge de la science économique « normale ».

« LE FRUIT DONT L'OMBRE EST LA SAVEUR » : RÉFLEXIONS AVENTUREUSES SUR LA PENSÉE ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC *

La science économique a perdu le sens de ses origines et s'est trop autonomisée par rapport aux questions concrètes posées par la crise et les projets de société. C'est aussi le cas au Québec, même si la situation est peut-être moins grave qu'ailleurs. À compter des années 1970, l'économique a éclaté en une multitude de directions, où se profilent six principaux axes analytiques : démographie, production et échange, finance, écologie des groupes, l'État, répartition des richesses. Le pari sur la méso-analyse semble une stratégie de réconciliation efficace entre l'économique moléculaire, à saveur néo-libérale, et l'économique molaire, fondée sur une rationalité davantage substantive qu'instrumentale. L'article est basé sur des indicateurs bibliographiques de l'évolution de la production et sur une série d'entrevues auprès d'économistes et de scientifiques travaillant à la marge de la science économique « normale ».

« [...] Ce dont nous avons le plus besoin au stade actuel, c'est de diversité, c'est d'imagination, c'est de perspectives et d'ouverture d'esprit dans toutes les directions imaginables. »

(André RAYNAULD, 1962.)

C'est la troisième fois en trente ans et quelques poussières que les sociologues de Laval organisent un forum pour faire le point sur la recherche en sciences humaines au Québec. Il fallait évidemment commencer par relire les propos d'étape préparés en 1953 et 1962.¹

* Le titre de cet essai est emprunté à Joe Bousquet. L'assistance de Mario Émond, d'Andrée Giguère, d'Henriette Nicoll, de Marie Saumure et de Suzanne Tessier a été importante ; je les en remercie.

1. J.-C. FALARDEAU (éd.), *Essais sur le Québec contemporain*, Québec, PUL, 1953 ; F. DUMONT et Y. MARTIN (éds), *Situation de la recherche sur le Canada français, Recherches sociographiques*, III, 1-2, 1962.

À vrai dire, en 1953, il ne s'agissait pas, comme en 1962 et 1984, d'un bilan de nos connaissances sur la socio-économie québécoise. *Essais sur le Québec contemporain* a plutôt l'allure d'un manifeste en faveur d'une *vision de rechange*. Au plan de l'économie tout au moins, on a l'impression qu'on veut faire table rase : pas nécessaire même de présenter convenablement la tradition de science économique « milieusiste » puisqu'on veut la remplacer. C'est dommage, car le lecteur pressé aura pu être amené à croire que le compteur est à zéro, alors que *L'Actualité économique* existe depuis 1925 et que l'enseignement de l'économie politique à l'École des hautes études commerciales de Montréal a pignon sur rue depuis quelques générations.

On va occulter la tradition de l'École des hautes études commerciales, qui va d'Édouard Montpetit à François Vézina, à Esdras Minville, à François-Albert Angers, sans avoir souvent pris la peine de bien lire leurs travaux. On ne parlera pas non plus des documents monographiques importants préparés par cette école dans les années 1940, les « Études sur notre milieu ». On vise un seul objectif : mettre en place une vision de rechange par rapport à celle adoptée par la science économique « milieusiste ». Cette vision de rechange met l'accent à peu près exclusivement sur les forces continentales et emprunte tout fait un outillage mental « universel », braquant l'analyse sur une réalité économique qui supposément n'existerait que sur cette longueur d'ondes. Continentalisme versus milieusisme — l'alternative n'est pas sans rappeler l'opposition des stratégies économiques de développement au milieu du XIX^e siècle : la stratégie du capitalisme commercial continental orchestrée par les grands intérêts anglo-saxons et la stratégie d'un capitalisme à leur mesure, orchestrée par des segments de la bourgeoisie canadienne-française.²

En 1962, quand André Raynauld examine ce qui s'est fait dans le passé récent, il prend pour balise le rapport de 1953. Sa grille d'analyse semble de prime abord plus nuancée : les deux tiers des articles auxquels il se réfère proviennent de *L'Actualité économique* — la revue économique de l'École des H.É.C. Mais si Raynauld réfère à cette tradition, c'est moins pour la glorifier que pour l'oblitérer. Il n'hésite pas à écrire, avec une pointe d'arrogance toute « montréalaise » qui n'est pas sans rappeler celle toute « québécoise » de 1953 : « Quiconque dresse le bilan de la recherche économique sur la province de Québec constate, *après une heure de travail* [c'est nous qui soulignons], que rien n'a encore été fait. » Puis, partant d'un idéal — « l'idéal est d'étudier les problèmes de la province de Québec, mais avec des méthodes et des outils d'analyse universels » — André Raynauld trace la voie pour l'avenir. *Au niveau de l'analyse*, il propose un certain anarchisme (le mot est de nous) dont la saveur transparait dans la phrase que nous soulignons en épigraphe, mais en allant plus loin : « aucun sujet particulier de travail n'est de soi plus urgent qu'un

2. G. PAQUET, *Histoire économique du Canada*, Société Radio-Canada, 1980-1981, cahier 10.

autre » — pourquoi pas, puisque l'on commence à zéro ! *Au plan de la politique économique*, cependant, c'est exactement l'inverse : « la poursuite d'un seul objectif » — cet objectif devant être la préparation d'un plan quinquennal de développement économique.³ Comment cette recherche « dans toutes les directions imaginables » sans sujets prioritaires et dans les perspectives les plus diverses va aider « la poursuite d'un seul objectif » ? André Raynauld n'examine pas la question.

La conjecture/espoir d'André Raynauld prend, avec le recul du temps, une valeur étrangement prophétique : elle va se réaliser mais dans un certain désordre. Dans un premier temps, presque tous les économistes du Québec vont travailler sur le grand chantier du plan, mais la pensée économique qui inspire ces travaux divers est à peu près univoque ; ensuite, la situation se renverse complètement et, avec les années 1970, on voit l'émergence d'une science économique éclatée, presque cacophonique et très critique, et qui prend de plus en plus de distance par rapport à l'idée même d'un plan.

En 1984, on a redécouvert les analyses inductives de la tradition des H.É.C. et, à côté de l'épistémologie particulière que privilégie la science économique conventionnelle, une bonne demi-douzaine d'épistémologies économiques parallèles, plus ou moins subversives, ont pignon sur rue — chacune privilégiant certaines dimensions ou certains aspects de l'expérience de la socio-économie québécoise. Sans vouloir dire que nous nous sommes donné accès à l'anarchie au plan des méthodes, il est clair que l'unanimité est morte. Ce qui plus est, les frontières de ce terroir économique sont disputées. Marxistes, *political economists*, post-keynésiens, prospectivistes, écologistes, féministes et plusieurs autres groupes sont venus de la sociologie, de la politologie ou d'ailleurs pour arpenter certains segments du terroir économique traditionnel. En plus des guerres intestines, on a donc droit aux querelles de frontières.

À proportion que la science économique est devenue plus éclatée et qu'elle vit, faut-il le rappeler, les humiliations des années 1970 — moment où ses limites sont exposées de toutes parts — l'idée même d'un plan ou même de planification est devenue presque hérétique chez les économistes. Le discours politique peut donc commettre tous les excès dans ce domaine puisque les économistes l'ont déserté. Le côté sombre de cette évolution, c'est que beaucoup des travaux économiques dans toutes les épistémologies ont développé un tour scolastique et théorique et que les travaux empiriques sur le milieu ont perdu du terrain.

Il n'est pas question ici de construire un arpentage définitif de ce terroir balkanisé aux frontières disputées. Tout au plus voudrions-nous, à partir de

3. A. RAYNAULD, « Recherches économiques récentes sur la province de Québec », dans : F. DUMONT et Y. MARTIN (éds), *op. cit.*, pp. 61-63.

quelques balises, proposer un certain découpage préliminaire des phénomènes et certaines hypothèses, dont nous soulignerons le bien-fondé par une double démarche historique et topographique visant à illustrer bien plus qu'à démontrer. Nous mentionnerons des travaux d'économistes québécois, mais il ne faudrait pas attendre de ce texte une compilation exhaustive des travaux des économistes sur le Québec pour la période 1962-1984. Notre propos est moins encyclopédique qu'idiosyncrasique.

I. QUELQUES BALISES

En 1981, deux économistes québécois ont présenté des bilans provisoires du chemin parcouru au cours des deux dernières décennies. Pierre Fortin, au colloque du Mont-Gabriel de la Société royale du Canada,⁴ a noté la discontinuité importante qui avait marqué les années 1960-1980 pour la tribu des économistes québécois. Alors qu'en 1960 on comptait moins de deux douzaines d'économistes universitaires au Québec, ils sont plus de cent dans les seuls départements de science économique du Québec, en 1980. De plus, alors qu'en 1960 ces professeurs économistes avaient pour la plupart étudié en Europe, en 1980, les deux tiers avaient étudié en Amérique du Nord. Fortin notait que ce grossissement des effectifs et leur formation nord-américaine avaient eu des effets pervers sur les travaux économiques au Québec : une diminution importante de l'intérêt pour les études canadiennes et québécoises, l'apparition d'un clivage théorie/pratique, et une « certaine détérioration de la vie de l'esprit à l'université » avec l'arrivée de ce qu'il nomme les « plombiers ».

Bernard Bonin, dans son allocution présidentielle à la Société canadienne de science économique en mai 1981, complète utilement le survol macroscopique de Fortin par une étude des travaux d'une centaine d'économistes universitaires québécois.⁵ Il conclut que l'on publie davantage dans les années 1970 que dans les années 1960 : la production annuelle moyenne par économiste universitaire a augmenté d'au moins 50% au cours de la période.

On peut identifier dans ces travaux (de même que dans ceux publiés dans *L'Actualité économique*) trois axes qui définissent les grands intérêts des économistes francophones du Québec : économie urbaine et régionale (surtout après 1970), économétrie et économie mathématique (surtout vers le milieu des années 1970) et économie internationale. Bonin note aussi une certaine remontée, au début des années 1980, de l'intérêt pour la stabilisation économique, l'organisation industrielle, l'économie du travail et les finances publiques,

4. P. FORTIN, « La recherche économique dans les universités du Québec français : les sources de rupture avec le passé et les défis de l'avenir », dans : G.-H. LÉVESQUE *et al.*, *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec*, Montréal, PUM, 1984, I : 161-171.

5. B. BONIN, « Une mesure de notre taille », *L'Actualité économique*, LVII, 3, 1981 : 278-286.

à proportion que les crises économiques des années 1970 ont forcé les économistes à mieux veiller au grain.

A) *Indices*

Aux bilans, somme toute assez généraux, de Fortin et de Bonin, nous avons ajouté un certain nombre de coups de sonde bibliographiques : décompte des livres sur la socio-économie québécoise publiés entre 1960 et 1983 disponibles à la bibliothèque générale de l'Université d'Ottawa, analyse de contenu des revues *Relations industrielles* (1960-1983) et *Gestion* (1977-1983), ainsi qu'un examen de *RADAR* (index des périodiques québécois) à la rubrique « sciences économiques », pour la période 1973-1983. Ces indicateurs sont partiels et imparfaits : même s'ils peuvent se prêter à des manipulations statistiques, nous en avons dégagé simplement une image qualitative.

Sur les quelque cent vingt livres compilés, une trentaine font de *l'histoire conjoncturelle* : chronique conventionnelle, en début et en fin de période ; dans les années 1970, planification et prospective. La grande constante dans la moitié de ces ouvrages est un intérêt pour l'événementiel. Deux autres thèmes sont à l'honneur : les *activités gouvernementales* (27) et les *ressources humaines* (26). En gros, ces sujets se divisent la période : on traite d'emploi et de ressources humaines en début et en fin de période, alors que les activités gouvernementales et la réglementation occupent les esprits dans les années 1970. Si on ajoute une vingtaine d'ouvrages sur *les problèmes urbains et régionaux*, dans les années 1960 et fin 1970, on voit que ces thèmes accaparent le gros de la production au cours de la période qui nous intéresse.

La faible présence des économistes dans la revue *Relations industrielles* surprend : les questions économiques n'y occupent qu'une mince part, encore qu'il y ait reprise en fin de période. Législation du travail, jurisprudence du travail, questions de syndicalisme institutionnel et analyses de conflits de travail accaparent les deux tiers des trois cent quarante articles inventoriés sur le Québec. Pour ce qui est de *Gestion*, dans les quelque soixante-dix articles sur l'économie québécoise, deux thèmes ressortent clairement : les ressources humaines et la technologie, en particulier pour ce qui a trait aux P.M.E.

Quant à l'index *RADAR*, il prend une vue globale d'un matériau plus diffus et divers mais qui a l'avantage d'être une compilation du nombre d'articles sur des sujets économiques dans les périodiques québécois de toutes sortes. Il s'agit d'une mesure différente du bouillonnement d'activités et d'idées économiques : bien davantage proche des consommateurs que des producteurs. Comme l'index couvre de cent à deux cents périodiques québécois (selon le moment) et recense en général entre cinq cents et mille articles à saveur économique par année, on peut y détecter une sorte de baromètre des sujets dans l'air. On voit changer le *pattern* autour de 1980 : administration de

l'entreprise, consommation, croissance économique, main-d'œuvre, organisation industrielle sont des thèmes qui prennent de l'importance. La constante semble être, au plan économique, un *certain nombrilisme provincial*, qui fait contraste avec le discours économique officiel qui s'éthérise. Le peu de cas qu'on fait, dans les périodiques, de l'économie nationale ou internationale et des statistiques et politiques économiques ont de quoi surprendre.

À partir des bilans et de nos indices (complétés par une expérience ethnographique du terrain qu'il serait impossible et peut-être même nuisible de censurer), il est possible de tirer quelques hypothèses préliminaires quant à l'évolution de l'activité en science économique au Québec au cours des derniers vingt-cinq ans. Rappelons que, durant cette période de formation, des effets structurants importants se produisent : l'économie québécoise est en mutation, les effectifs d'économistes décuplent, des perspectives nouvelles se cristallisent. Cette période de transition est plus déterminante que tout ce qu'on a vécu avant ou qu'on va vivre après. Dans ce monde-en-train-de-prendre, même de courtes périodes de cinq ans vont enregistrer des changements : ce monde en formation, au sens « géologique » du terme, ajoute beaucoup de strates ou de couches sédimentées en vingt-cinq ans. Ce qui en sort est une réalité bariolée qui a maintenant une certaine permanence et qui ne devrait changer que bien lentement au cours des prochains vingt ans.

B) *Profil temporel*

La période 1960–1966, c'est celle de la montée des droits collectifs au Québec. Depuis la fin de la guerre mondiale, l'économie va bien ; on présume que ça va continuer. Ce qui est au premier plan, ce n'est pas l'économie mais les besoins sociaux créés par la grande vague démographique 1950–1965 et par la nécessité pour l'État de répondre à la montée de besoins collectifs nouveaux (santé, éducation, etc.) de ces millions de nouveaux Québécois. L'État sent aussi le besoin de prendre la relève d'un *entrepreneurship* québécois jugé déficient.⁶

Dans ce contexte, la pensée économique prend un petit tour utopiste. Il s'agit moins de supprimer les coûts et bénéfices de politiques ou d'institutions nouvelles : on se fait spontanément architecte social. C'est l'époque des

6. Ce sont les grands moments du premier Comité Castonguay sur l'assurance-santé, les travaux d'économie sociale de la Commission Laurendeau-Dunton, etc. Le fameux *Plan de développement* du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (B.A.E.Q.) (Québec, 1966) est un classique du genre et de la période. Tous ne sont pas emportés par l'euphorie mais même les travaux critiques sont dans la foulée d'un ordre du jour à saveur sociale. (A. BRETON, « The economics of nationalism », *Journal of Political Economy*, LXII, 4, 1964 : 376–386. A. RAYNAULD, *La propriété des entreprises du Québec*, Ottawa, 1967 ; document de la Commission Laurendeau-Dunton. A. FAUCHER et G. PAQUET, « L'expérience économique du Québec et la Confédération », *Journal of Canadian Studies*, I, 3, 1966 : 16–30.)

grands chantiers du B.A.E.Q., des premières armes du Conseil d'orientation économique, de la nationalisation de l'électricité, de la création de nombreuses sociétés d'État, de l'idéologie planificatrice et aménagiste. Grands ouvrages en béton, métro, Expo sont des thèmes favoris : l'euphorie règne et les économistes sont heureux de travailler en tant que diacres à cette fuite en avant que le gouvernement québécois et ses grands prêtres orchestrent. C'est l'ère glorieuse de la révolution tranquillisante.⁷

La période 1966-1969 est celle du réveil. Avec l'arrivée de l'Union nationale au pouvoir, l'État relâche son rythme d'investissement, l'économie québécoise se met à décliner relativement aux autres régions de l'Amérique du Nord. C'est le retour en force des économistes, qui avaient été mis sur une voie de garage par les sociologues en début de décennie. Le ralentissement économique est visible partout : à Montréal, l'emploi ne croît plus, les pressions inflationnistes éclatent. La production des économistes enregistre une croissance importante dans l'indice de Bonin ; il y a aussi croissance phénoménale des effectifs d'économistes, à proportion que les problèmes économiques reprennent de l'importance et que la grande vague démographique arrive à l'université.⁸

La période 1970-1974 est celle de la crise des structures : tous les grands postulats sur lesquels était construite notre vision de l'économie s'effondrent les uns après les autres. La crise économique, qui avait montré son nez dans le ralentissement de la fin des années 1960, devient grave malgré la reprise des investissements publics. C'est l'entrée massive sur le marché du travail de la *Big Generation*. Au moment même où les problèmes économiques s'aggravent, les fondements keynésiens de la science économique sont remis en question. Des épistémologies de rechange germent un peu partout en même temps qu'une certaine problématique économique conventionnelle se durcit avec l'arrivée des « plombiers ». Ceux-ci raffermissent leur dominium sur les grands départements de science économique, mais les questionnements amènent bien des « minorités » à créer, en marge de ces départements (mais parfois à l'intérieur), toute une gamme de centres de recherche et de laboratoires, où se rencontrent des grappes d'économistes cherchant ailleurs que dans les cadres conventionnels des explications à ce que l'on voit comme une mutation de la vie économique au Québec, comme dans l'ensemble des pays industrialisés.⁹

7. Pour une radiographie de cette période, voir : G. PAQUET, « Bilan économique d'une dépendance », *Autrement*, 60, 1984 : 29-36. Pour un compendium de données sur cette période, voir : M. DANEAU, « Évolution économique du Québec, 1950-1965 », *L'Actualité économique*, XLII, 1, 1966 : 659-692.

8. Rappelons qu'entre 1951 et 1966, deux millions de Québécois vont naître et qu'en 1966, un Québécois sur trois a moins de quinze ans. P. FRÉCHETTE, R. JOUANDET-BERNADAT et J.-P. VÉZINA (*L'économie du Québec*, Montréal, H.R.W., 1979) analysent la discontinuité importante du milieu des années 1960.

9. C'est la période où l'on voit se créer le GREEN (énergie), GAMMA (prospective), l'I.N.R.S.-Urbanisation, le LABREV (emploi et revenu) à l'UQAM, etc. : autant d'expériences plus

La période 1975–1979 va être le pivot d'une révolution importante dans la science économique telle qu'on la vit ici. D'une part, on voit renaître la macroéconomie qui ambitionne d'expliquer les phénomènes de crise que nous vivons. En parallèle, on trouve dans des travaux sur la P.M.E. la source et la base à la fois d'une nouvelle économie, qui sera au cœur des débats de la décennie suivante et des stratégies nouvelles de sortie de crise. Finalement, les difficultés politico-économiques du Québec vont entraîner un blitz de travaux à saveur plus sociographique, de nature plus appliquée, pour répondre aux questions aiguës du moment.¹⁰

Cette fin des années 1970 marque une période de confusion dans notre vision du rôle de l'État : au plan « nationaliste », le discours volontariste continue mais, si l'on dit vouloir « bâtir le Québec », on remet tout de même en question l'intervention de l'État comme ayant des effets pervers et on commence donc à parler de le dégraisser. Les épistémologies diverses qui ont fleuri en marge depuis le début des années 1970 commencent à donner des fruits : on doit compter avec une sociologie économique, des centres de recherche sur les politiques de rechange, un courant marxisant qui produit des travaux critiques, etc. Cependant, la critique de l'État se fait plus pressante et un certain virage idéologique vers la droite s'amorce : l'économie sociale est remise en question par les économistes et l'économie individualiste reprend son dominium.¹¹

ou moins en marge de la science économique à l'anglo-saxonne qui est la « science normale ». Un bon constat de la crise des structures est fait dans : C. RYAN (éd.), *Le Québec qui se fait*, Montréal, H.M.H., 1971. Les besoins de stratégie industrielle commencent à être discutés (A. D'AMOURS, « Pour une stratégie du développement industriel au Québec », *L'Actualité économique*, XLIX, 4, 1973 : 585–592). La crise de l'énergie et ses impacts sont à l'ordre du jour (F. MARTIN, « Effets de la crise de l'énergie sur la croissance économique de Montréal et du Québec », *L'Actualité économique*, L, 3, 1974 : 351–361). Sur la mutation dans l'économie mondiale, voir : G. PAQUET, « Les mutations de notre économie-monde : des révolutions sans miracles », *Études internationales*, XIV, 3, 1983 : 413–431.

10. On pourra se référer aux travaux du groupe *Accent Québec* de l'Institut C.D. Howe qui refait pendant un court moment seulement — et il faut le regretter — le lien avec les travaux d'enquête sur le milieu des années 1940. On peut se référer aussi aux travaux du groupe de recherche animé par Bernard Bonin pour le gouvernement du Québec. En macroéconomie, on se référera aux travaux de Pierre Fortin, d'Henri-Paul Rousseau, d'Yves Rabeau, etc., tant dans les revues spécialisées que dans les divers rapports gouvernementaux auxquels ils ont participé. Pour la P.M.E., voir : « Les petites et moyennes entreprises au Québec », numéro spécial de *Développement-Québec*, VI, 4, 1979, et Y. GASSE (éd.), *L'entrepreneurship et la P.M.E. au Québec*, Montréal, Cahiers de l'ACFAS, 1981.

11. J.-L. MIGUÉ, *L'économiste et la chose publique*, Québec, PUQ, 1979. L'itinéraire de Migué est en un sens exemplaire : la dérive depuis ses travaux à saveur nationaliste (dans *Le Québec d'aujourd'hui : regards d'universitaires*, Montréal, H.M.H., 1971) et de la fin des années 1960, passant par une critique de certains fondements de la social-démocratie (J.-L. MIGUÉ et G. BÉLANGER, *Le prix de la santé*, Montréal, H.M.H., 1972), en arrive à une position libérale, critique d'à peu près toutes les interventions de l'État. On pourrait de la même manière étudier la « conversion » d'André Raynauld. Pour un autre exemple de cette nouvelle réalité, voir : L. COURVILLE *et al.*, *L'économie démythifiée*, Montréal, Chenelière-Stanké/H.É.C., 1981.

Cette période en reste toutefois une de flottements. Les élans corporatistes, la ferveur nationaliste, les querelles fédérales-provinciales sur les comptes économiques et les débats sur l'espace économique optimal gardent une saveur keynésienne. C'est ainsi que l'appareil de politiques fédérales en arrive à servir de bouc émissaire qui permet de rêver à d'autres politiques économiques mieux faites (*i.e.* faites au Québec), qui pourraient sortir le Québec de sa crise : on refuse d'abandonner l'ambition d'orienter, de gérer la socio-économie.¹²

La période 1980-1984 marque dans les faits le virage qui avait été esquissé au niveau des idées dans les années 1975-1979. Les économistes et les bureaucrates voient presque en spectateurs la révolution technologique qui vient corriger en partie les crises des années 1970. On reconnaît les bizarreries de la révolution tranquillisante, qui prônait la non-nécessité de s'adapter au contexte mondial nouveau, et l'on commence à s'ajuster avec la ferveur du désespoir. Les pertes d'emplois ici sont compensées en partie par des gains d'emplois ailleurs : l'incertitude redevient maîtresse de jeu. On commence aussi à voir fleurir à Montréal les effets de cette révolution entrepreneuriale qui a pris racine au cours des années 1970 dans les régions périphériques.¹³

Une pensée économique parallèle, ignorant les départements de science économique des universités, s'impose aussi : une pensée économique au ras du sol, lavée des prétentions d'hier, fort critique et très proche des grands problèmes du moment. Cette pensée économique qui bat dans les cabinets de consultation et autres institutions privées ou publiques est en demande ; elle produit bien plus que des documents éphémères et elle sort gaillarde de ce moment difficile.¹⁴

12. Les travaux de Pierre Fortin et d'Yves Rabeau (entre autres) sont dans ce registre.

13. Le départ d'une couche d'entrepreneurs anglophones et l'exode des sièges sociaux de Montréal, dans la dernière portion des années 1970, devaient créer un vide que les jeunes entrepreneurs francophones ont vite comblé. Ce qui fait que la bouffée d'*entrepreneurship* privé observée en régions périphériques au niveau des P.M.E., dans les années 1960-1970, est vécue au niveau de la plus grande entreprise à Montréal au cours de la dernière décennie. Bien des cadres formés dans les grandes sociétés d'État des années 1960 devaient d'ailleurs se retrouver à la direction de ces grandes entreprises. L'encouragement du gouvernement québécois a évidemment porté à conséquence dans ce processus.

14. L'idée que l'université a perdu le monopole de la connaissance sérieuse en sciences économiques est assez révolutionnaire pour qu'on tente encore de l'occulter. Cependant, l'expertise développée dans les grandes bureaucraties publiques et privées (les ministères ou les boîtes de génie-conseil) ainsi que dans les boîtes de consultation en général a remis en question l'hégémonie du savoir universitaire. La crise de la pensée économique dans les années 1970 a donc suscité, non seulement un bouillonnement d'épistémologies nouvelles à l'intérieur des universités, mais aussi l'émergence d'une pensée économique professionnelle originale et éclairante *hors les murs* de l'université. Un exemple récent : R. MILLER et M. CÔTÉ, « Growing the next Silicon Valley », *Harvard Business Review*, LXIII, 4, 1985 : 114-123 ; pour un examen des modifications institutionnelles que ces développements devraient commander, voir : G. PAQUET, « The optimal amount of coercion is not zero », dans : J.-P. SOUQUE et J. TRENT (éds), *Social Science Research in Canada. Stagnation or Regeneration?*, Ottawa, The Science Council of Canada, 1985 : 98-115.

C) *Constat 1984*

Tant par la taille que par la production, la tribu des économistes québécois a beaucoup grandi depuis 1960. Cependant, il n'y a pas eu au Québec l'homogénéisation du savoir qu'on a observée en général dans le reste du Canada : le Québec est devenu le lieu d'un éventail d'approches économiques (au sens large) dont le registre est plus vaste qu'ailleurs, et les départements de science économique des diverses universités et autres institutions quasi universitaires ont souvent développé un éthos particulier et une certaine orientation épistémologique repérable.¹⁵ Le résultat a été *une science économique éclatée* : le discours dominant de la science nord-américaine a évidemment une très grande importance mais, en marge du courant dominant qui s'est imposé depuis la seconde guerre mondiale, vivent bien des « îlots de verdure » qui maintiennent au Québec une pensée économique plurielle. Ce serait pourtant faire beaucoup d'honneur au Québec, en tant qu'enclave culturelle grosse comme la Pennsylvanie, que de parler d'une science économique québécoise. En fait, on voit ici plutôt un reflet particulièrement diffracté des débats qui ont cours au plan mondial.

Malgré une hétérogénéité relative, la professionnalisation des diverses académies, ainsi que la présence malgré tout assez lourde des impératifs de la « science normale » dans la définition des sujets et méthodes de recherche acceptables pour les différentes chapelles, ont fait que *la science économique en général a perdu le sens de ses origines*. Ces origines, il faut les chercher dans les questions pratiques du citoyen ou du gestionnaire qui veulent mieux mener leurs affaires, dans les questions que pose « l'homme des vingt-quatre heures » de Gaston Bachelard. En conséquence, même si la science économique québécoise est plurielle, elle a pris bien de la distance par rapport à son objet et a développé un peu partout une fixation sur la méthodologie et la théorie, et bien des chercheurs sont devenus prisonniers de scolastiques débilantes.¹⁶ Le résultat de cette dérive a été que l'on peut dire, sans trop risquer de se tromper,

15. On pourrait penser qu'il est normal que les divers départements ou groupes de recherche en économie profitent d'avantages comparés et qu'il y ait donc spécialisation dans des sujets d'études par le regroupement des experts dans certaines questions. De fait, tel est le cas avec le GREEN à Québec, avec l'I.N.R.S.-Urbanisation, avec le Groupe de recherches sur les transports à Montréal, etc. Mais il est moins facile d'expliquer, sans un recours à une certaine sociologie de la science, les épistémologies différentes parallèles qui persistent assez longtemps à l'Université de Montréal, à l'UQAM, à Laval, etc. Là, ce sont souvent les effets cumulatifs d'un processus de recrutement et d'engagements qui ont fait que des perspectives radicalement différentes en sont venues à caractériser ces départements.

16. Il s'agit d'un phénomène qui a frappé non seulement la science économique mais toutes les sciences humaines. Voir : G. PAQUET, « Two tramps in mud time : Social sciences and humanities in modern society », allocution d'ouverture au *Colloque national sur le financement de la recherche dans les sciences humaines au Canada*, Université d'Alberta, automne 1985, (à paraître dans les Actes du colloque).

que, dans les départements de science économique du Québec, la connaissance du milieu est, toute proportion gardée, moindre dans les années 1980 qu'elle ne l'était dans les années 1960.¹⁷

Les distances diverses prises par rapport au milieu ont créé un vide ; cela a permis que se développe ailleurs que dans les départements de science économique des universités un savoir économique différent et plus proche de la réalité. Alors qu'en 1960, seule l'École des hautes études commerciales pouvait se vanter d'avoir un Institut d'économie appliquée, en 1984, toutes les écoles ou facultés d'administration ont développé une capacité à produire *une recherche économique différente plus proche du client et des problèmes*. De la même manière, on a vu grandir la compétence et le rayonnement des travaux faits par les bureaucraties publiques et dans les grandes entreprises. En 1960, c'était une force mineure dans les débats publics ; en 1984, ces travaux sont souvent plus sophistiqués que ce que colportent les manuels et les cours universitaires.¹⁸ Cette *recherche économique extra-universitaire dans le secteur privé* débouche maintenant sur des résultats qui sont canalisés vers les meilleures revues spécialisées. Mais ce n'est que la pointe de l'iceberg. En fait, l'amoncellement de travaux d'appoint ou de travaux internes dans les grandes entreprises a aussi souvent laissé les universitaires loin derrière. Il suffit de converser pendant quelques heures avec des spécialistes des agences de *marketing* pour voir jusqu'à quel point la théorie du comportement du consommateur, telle qu'enseignée à l'université, est franchement dépassée par les travaux théoriques et empiriques des grandes entreprises. Le malheur c'est que *cette science économique plurielle mène des vies parallèles* : il y a peu d'interaction entre ces sous-groupes, d'où un système de connaissance et de recherche économique balkanisé : une grappe de systèmes ou réseaux morcelés, à la fois retardée dans son développement par le manque de communication et stabilisée dans ses intolérances et ses ignorances par le peu de contacts entre les réseaux.¹⁹

17. On chercherait avec malaise des contingents importants d'experts, même sur des sujets qui sont au centre des préoccupations de l'économie québécoise, comme les pêches ou les forêts. Dans ces deux cas, comme me le faisait remarquer Gérard Bélanger, une comparaison avec la Colombie-Britannique est déprimante. Un autre indice peut être la sous-représentation des Québécois dans le personnel de recherche économique de la Commission MacDonald. Finalement, il faut noter que la Commission MacDonald, même hors-Québec, n'a pas été sans avoir des difficultés à trouver au Canada des chercheurs économistes dans certains secteurs clés ; elle s'en est plainte ouvertement d'ailleurs. (*Rapport final*, II, ch. 18, p. 755.)

18. On a peut-être trop critiqué certains des premiers travaux maladroits ou idéologués de l'O.P.D.Q. (Office de planification et de développement du Québec). Il faudrait, en contraste, noter les travaux sophistiqués du Bureau de la statistique du Québec, ceux faits en collaboration avec les universités dans les ministères (Affaires sociales, Énergie, Travail et main-d'œuvre, pour n'en citer que quelques-uns). Ces travaux ont permis de développer une expertise *interne* qui souvent ferait rougir les universitaires, si jamais on permettait à ces compétences plus pointues de venir corriger certains raccourcis des enseignements universitaires dans leurs domaines.

19. Ceux qui lisent *P.M.O.* ou *Gestion* ne se retrouvent pas dans la clientèle d'*Interventions économiques* et ni les uns ni les autres ne lisent la *Revue canadienne d'économique*.

Dans tout cet appareil de recherches économiques, le centre de gravité dérive vers le libéralisme. Certains groupes assurent la continuité avec l'ère keynésienne mais on retrouve, même dans les agences gouvernementales, le goût de la déréglementation, l'écho d'une critique plus ou moins bien articulée de la philosophie aménagiste et une volonté plus ou moins grande de propager des messages de dégraissage de l'État. Le fait même qu'une revue comme *L'Analyste* puisse, à partir de 1983, colporter ce message avec tellement de succès est un indicateur important de ce glissement idéologique.²⁰

Malgré la multiplication des pôles de recherche, *l'architecture des institutions québécoises de recherche économique reste en chantier*. On peut croire cependant que ce travail de construction va bon train, que cette architecture a bien des chances de se développer dans les directions nécessaires si, comme on le propose, le programme d'actions structurantes du gouvernement du Québec est étendu sérieusement aux sciences humaines.²¹

Finalement, dans cet univers en ébullition, une force corporatiste qu'il ne faut pas oublier, parce qu'elle pourrait renforcer considérablement les bastions idéologiques et l'intolérance, c'est *la professionnalisation de l'enseignement de la science économique*. Le processus est déjà cristallisé dans les universités et il est en train de prendre au niveau des cégeps. Il s'agit d'une force homogénéisante qui devrait donner beaucoup de force à la « science normale ». En ce sens-là, une étude des transformations de l'enseignement de l'histoire au Québec et de l'impact de sa normalisation aurait valeur exemplaire. Cette professionnalisation, qui n'avait pas été notée dans les documents de 1953 et 1962, est une force déterminante dans la dérive des études économiques au Québec entre 1960 et 1984.²²

20. On a pu suggérer que *L'Analyste* joue, dans les années 1980, un rôle semblable à celui de *Cité libre* au début des années 1950. Alors que celle-ci réclamait une présence plus grande de l'État dans un monde qui la refusait pour des raisons idéologiques, *L'Analyste* veut corriger l'excès d'État entraîné par trente ans d'interventionnisme. La publication d'un manifeste anarcho-capitaliste (P. LEMIEUX, *Du libéralisme à l'anarcho-capitalisme*, Paris, PUF, 1983) et la création en 1985 d'une filiale de l'Institut économique de Paris à Montréal semblent confirmer cette tendance en l'instituant.

21. Pour un éventail possible d'institutions de recherche nécessaires, voir : G. PAQUET, « The optimal amount... », *op. cit.*, pp. 108-111. Le programme d'actions structurantes du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche tente de financer l'implantation de centres d'excellence mettant l'accent sur les besoins du milieu et sur l'interdisciplinarité.

22. Encore une fois, il s'agit d'un phénomène qui déborde les frontières du Québec mais dont les effets sont merveilleusement illustrés, comme en laboratoire, dans l'enclave culturelle québécoise. Pour une version moins locale des mêmes effets désastreux, voir : H. KATOUZIAN, *Ideology and Method in Economics*, New York, New York University Press, 1980.

II. AXES ET PARALLAXES

Pour comprendre comment la pensée économique québécoise a abouti à l'état que nous avons décrit ci-dessus, sous un mode quelque peu aventureux, il faut mieux connaître les forces qui ont conformé l'édifice actuel. Pour ce faire, il faut retourner aux sources, aux artisans eux-mêmes. Entre 1982 et 1985, on a interviewé deux douzaines d'économistes et une dizaine d'experts travaillant à la marge de la science économique. Tous ou à peu près œuvrent dans des universités québécoises ou y ont séjourné pendant longtemps.²³ L'objectif de cette enquête, dont les résultats ont été diffusés sur les ondes de Radio-Canada entre juillet 1982 et août 1985, était de définir les grands axes de développement de la pensée économique au Québec à travers le prisme de cet échantillon de praticiens d'âges et d'intérêts divers, couvrant une bonne portion de l'éventail de ce que l'on nomme économie politique au sens large.²⁴ Il en est ressorti un *pattern*, dont il serait imprudent de dire qu'il ferait l'unanimité, mais qui a l'avantage de préciser, dans les mots des artisans eux-mêmes, une certaine dérive des travaux de science économique de la période qui nous intéresse. Rien ne peut vraiment remplacer une lecture complète de ces témoignages, qui couvrent quelque cinq cents pages de transcription.²⁵ Mais il est possible de tirer certaines conclusions à partir de notre point d'observation. Certains verront dans ces axes que nous avons cru repérer de simples parallaxes. Nous croyons pour notre part pouvoir utiliser ces témoignages pour comprendre la dérive observée à partir des indices objectifs.

23. La liste des interviewés donne une bonne idée de la couverture :

1982: François-Albert Angers (H.É.C.), Roland Parenteau (H.É.C./ÉNAP), Bernard Bonin (H.É.C./ÉNAP), André Raynauld (Montréal), Maurice Bouchard (Montréal), Marcel Dagenais (Montréal/H.É.C.), Léon Courville (H.É.C.), Albert Faucher (Laval), Maurice Lamontagne (Laval), Jean-Luc Migué (Laval/ÉNAP).

1983: Gérard Bélanger (Laval), Pierre-Paul Proulx (Montréal), Rodrique Tremblay (Montréal), Robert Lévesque (Montréal/H.É.C.), Robert Lacroix (Montréal), Pierre Fréchette (Laval), Pierre Fortin (Laval), Henri-Paul Rousseau (UQAM/Laval), Marc Gaudry (Montréal).

1984: Roger Dehem (Laval/Montréal), Tadeusz Matuszewski (Laval/Montréal), Antoine Ayoub (Laval), Kimon Valaskakis (Montréal).

1985: Jorge Niosi (UQAM), Jacques Henripin (Montréal), Gérard Dion (Laval), Jacques Dufresne (Cégep d'Ahuntsic), Mario Polèse (I.N.R.S.-Urbanisation), Roger Blais (Polytechnique), Yvon Gasse (Sciences administratives, Laval), Daniel Latouche (McGill), Marcel Côté (Secor), Louise Vandelac (UQAM), Marcel Rioux (Montréal).

24. Ces entrevues ont été diffusées dans le cadre de l'émission « Le magazine économique », le samedi après-midi, sur la chaîne nationale AM de Radio-Canada, entre le 3 juillet 1982 et le 17 août 1985.

25. Nous espérons publier ces entrevues dans le cadre d'un livre sur la pensée économique au Québec.

A) *Trois grands courants*

En 1962, on peut clairement identifier trois grands courants distincts dans la pensée économique au Québec et dans les travaux sur l'économie québécoise. Un premier émane de l'École des hautes études commerciales à Montréal : c'est une tradition économique plutôt inductive, empiriste, clairement interventionniste et nationaliste ; un courant parallèle s'est développé, juste à côté, au Département de science économique de l'Université de Montréal : une tradition plus déductive, moins près du milieu, moins interventionniste et plus théorisante, qui explicitement dit chercher à faire le lien avec une pensée économique universelle ; enfin, à Québec, un troisième courant, plus institutionnaliste : une tradition réformatrice et radicale.²⁶ Ces trois courants n'ont pas le même âge : la tradition des H.É.C. a des racines profondes et anciennes, des travaux impressionnants à son actif, le poids d'une tradition à respecter.²⁷ Montréal est, par comparaison, une tradition nouvelle-née, qui a à peine une décennie.²⁸ Ainsi, alors que les diplômés de l'École des H.É.C. sont légions et sa tradition partout présente, ceux de Montréal sont rares et ne joueront pas un rôle important dans la Révolution tranquille, tant à cause d'une certaine distanciation par rapport au milieu et une loyauté première envers la « discipline » qu'à cause d'un manque de poids démographique significatif. La tradition de la Faculté des sciences sociales de Laval est plus jeune que la première et plus vieille que la seconde : ses diplômés sont déjà nombreux, la relève est déjà assurée au début des années 1960 et il existe un « esprit » développé au cours de la période de guérilla contre Maurice Duplessis dans les années 1950. Ses diplômés vont jouer un rôle important dans la Révolution tranquille.

Si les économistes des H.É.C. et de Laval vont participer à la Révolution tranquille, ils vont cependant entrer par des guichets différents et partir d'un soubassement idéologique particulier dans chaque cas. Aux H.É.C., la science économique est « expérimentale », elle « s'apprend dans la rue », dans la tradition d'Édouard Montpetit.²⁹ C'est une pensée économique qui est pragmatique et se méfie d'automatismes supposément capables de résoudre tous les

26. Cette caractérisation simple en trois courants ne veut que fixer les idées : un tel découpage ne saurait enregistrer la variété des équipes ou les recoupements évidents dans certains secteurs. Plutôt que de territoires exclusifs et étanches, il s'agit de centres de gravité repérables, de directions générales plus ou moins bien affirmées ou ressenties.

27. F.-A. ANGERS, « Naissance de la pensée économique au Canada français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, XV, 2, 1961 : 204-229.

28. Entrevues avec André Raynauld (été 1982) et Roger Dehem (été 1984).

29. F.-A. ANGERS, *op. cit.*, pp. 225-226. Dans les mots d'Angers, Montpetit « a installé au cœur même du Canada français, une conception de la science économique dont l'École des hautes études commerciales garde [en 1961, quand Angers écrit] la marque apparemment indélébile. Une science économique orientée vers la compréhension des situations concrètes plutôt que vers les

problèmes. La tradition des H.É.C. a été une sorte d'armistice entre un libéralisme fondamental et la nécessité d'une stratégie étatique pour corriger, au nom du mieux-être de la communauté, les distorsions engendrées par la puissance du capital étranger et les faillites du marché.³⁰ En conséquence, on va voir les économistes des H.É.C. s'engager fermement dans la construction d'une politique économique québécoise et répondre vite à l'appel des premiers efforts de planification dans les années 1960 : Roland Parenteau ne fait que travailler dans la continuité de Minville.³¹ Ce sera vrai aussi pour la plus jeune génération (Jacques Parizeau, Pierre Harvey, Bernard Bonin, etc.).

À Laval, il n'y a pas au début ce souci d'une critique *personnaliste* du capitalisme, comme celle qui ressort des travaux d'Esdras Minville.³² C'est une pensée économique plus radicale mais aussi plus mécaniciste qui y a pris forme, des travaux qui s'alimentent aux analyses de Innis et de Keynes — tous deux construisant une science économique de rechange, rendue nécessaire selon eux par la faillite de l'économie libérale ou tout au moins par son caractère inadéquat pour les nouvelles contrées comme le Canada.³³

jongleries d'abstraction pure ou les uchronies ; science ensuite appliquée à promouvoir le mieux-être de la collectivité dans ses dimensions aussi bien nationales que sociales.»

30. Entrevue avec François-Albert Angers (été 1982).

31. On se reportera aux travaux de Minville des années 1930. E. MINVILLE, *Plan et aménagement : les données fondamentales*, Montréal, Fides/H.É.C., 1981. R. PARENTEAU, « L'expérience de la planification au Québec (1960-1969) », *L'Actualité économique*, XLV, 4, 1970 : 679-696.

32. On peut mesurer l'écart entre la perspective de Georges-Henri Lévesque et celle d'Esdras Minville dans la brochure : *Pour la restauration sociale au Canada*, Montréal, École sociale populaire, 232-233, 1933. Disons qu'on peut faire de ces travaux une lecture moins étroite et idéologisée que celle que commettait P.E. TRUDEAU dans *La grève de l'amiante*, Montréal, Cité libre, 1956, pp. 41ss. À des vues nationalistes étroitement bornées correspondent souvent des vues anti-nationalistes qui ne le sont pas moins. En particulier, Trudeau évacue bien vite l'analyse de Minville. Voir : F.-A. ANGERS, « La pensée économique d'Esdras Minville », dans : R. COMEAU (éd.), *Économie québécoise*, Montréal, PUQ, 1969 : 465-483. Pour un examen des points de vue de Lévesque et Minville, voir : G. BAUM, *Catholics and Canadian Socialism*, Toronto, Lorimer, 1980, chap. 6.

33. Ceux qui vont asseoir le travail économique à la Faculté des sciences sociales vont être surtout Albert Faucher (entrevue, été 1982), un disciple de Innis, et Maurice Lamontagne (entrevue, été 1982), un disciple de Keynes à travers Hansen à Harvard. Innis et Keynes ont des vues sceptiques sur les mécanismes autorégulateurs du marché. L'un et l'autre sont amenés à rejeter, d'une manière claire, la notion d'un marché parfait auquel on pourrait s'en remettre pour allouer les ressources. L'un et l'autre devaient d'ailleurs développer des versions de rechange du mécanisme des prix. (R. NEILL, *A New Theory of Value. The Canadian Economics of H.A. Innis*, Toronto, University of Toronto Press, 1972 ; M. MORISHIMA, *The Economics of Industrial Society*, New York, Cambridge University Press, 1984.) Il y aura donc, à Québec, une dynamique économique de rechange qu'on va tenter de développer selon ces axes ; on sera amené à une autre sorte d'interventionnisme que celui qui émane des H.É.C., parce que la loyauté fondamentale au libéralisme, qui est grande aux H.É.C., n'a pas la même force ici.

La vision continentale du développement économique du Canada qu'on prend à Laval, sous l'influence d'Innis et de Faucher, et la grande foi dans l'outillage keynésien, dont les leviers sont à Ottawa dans la fédération canadienne, vont faire qu'on va choisir d'œuvrer plutôt au niveau fédéral dans les premiers temps. Encore que, dans le début des années 1960, Laval et ses sociologues pénètrent dans l'arène provinciale par le biais d'une série de travaux à saveur socio-économique, dans les grands chantiers du B.A.E.Q.³⁴

La combinaison de l'explosion démographique estudiantine dans les universités, des difficultés économiques du Québec dans l'après 1965, de l'essoufflement de la croissance au Canada et de la bouffée inflationniste à la fin des années 1960, (plus les réflexions suggérées par une décennie ou presque d'expérimentation socio-économique aventureuse) — tout cela va faire qu'avec les années 1970, le paysage va changer. Rien ne marque mieux la discontinuité fondamentale qui frappe la gent économiste québécoise qu'un bilan, publié en 1969 par Roger J. Bédard et qui a mal vieilli : avec le recul du temps, ce bilan prend l'allure d'un document de fin de règne.³⁵

B) *Travaux en contrepoint*

L'euphorie des années 1960 avait sonné la charge aménagiste. La crise économique, dans les années 1970, va faire qu'on va chercher partout des sorties de crise. L'étanchéité des courants et groupes ne résiste pas. Des nouveaux foyers d'activité économique sérieuse poussent à Sherbrooke, à l'UQAM, et des espoirs dans les zones périphériques. Autour des grands centres universitaires et dans leur sein, groupes de recherche et instituts fleurissent. On commence à observer des migrations possibles ou réelles entre tribus.³⁶

Les débuts de la décennie marquent un tournant et un choc dans les travaux économiques sur le Québec : le bouquet de publications de 1970-1971 est éloquent. Tant des universitaires que des centrales syndicales, que du Conseil du patronat du Québec, que du Parti québécois, que des ministères du

34. B.A.E.Q., *Plan de développement*, Québec, 1966, cahiers II à VIII.

35. R.-J. BÉDARD, *L'essor économique du Québec*, Montréal, Beauchemin, 1969. Il s'agit d'un recueil d'articles fortement inspirés par la tradition H.É.C., enrichi de quelques articles qui ne la contredisent pas.

36. On retrouve à Montréal Pierre-Paul Proulx (entrevue, été 1983), Robert Lévesque (entrevue, été 1983), Yves Rabeau, Robert Lacroix (entrevue, été 1983), dont les travaux plus empiriques et enracinés dans les problèmes locaux pourraient fort bien s'inscrire dans les autres courants ; par ailleurs, Léon Courville (entrevue, été 1983) pourrait lui aussi être aussi bien à Montréal, à Laval, qu'aux H.É.C. ; en un mot, les frontières s'estompent. En fait, Rabeau passe des H.É.C. à Montréal ; Marcel Dagenais (entrevue, été 1982) va commencer à Montréal, faire un séjour aux H.É.C. puis revenir à Montréal ; Pierre Fortin (entrevue, été 1983) passe de Laval à Montréal avant de retourner à Québec, etc.

gouvernement québécois, montent un ensemble de travaux qui montrent bien l'explosion des angles de vision et des intérêts soulevés par la crise économique qui s'approfondit.³⁷ Au début, les universitaires sont hésitants face aux problèmes économiques vécus. Dans les années 1970, on sent même un clivage se creuser entre les *économistes universitaires* du Québec et les *autres économistes québécois* — « professionnels séparés » — qui ne vont pas tarder à se regrouper. C'est la naissance de l'Association des économistes québécois (ASDEQ) en 1976.³⁸

Sans qu'on s'en soit bien rendu compte à ce moment-là, la scène économique québécoise éclate dans une multitude de directions, tant sous la poussée de l'environnement changeant que des impératifs de la division du travail. On s'évade des trois grands courants et la division du travail prend un tour *méso-économique*.³⁹ Les chantiers vont se développer à des rythmes

37. Il est évidemment un peu odieux de choisir, mais les publications suivantes donnent bien le sens du changement noté : A. FAUCHER, *Histoire économique et unité canadienne*, Montréal, Fides, 1970. R. DUROCHER et P.-A. LINTEAU, *Le « retard » du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, Montréal, Boréal Express, 1971. J.-L. MIGUÉ (éd.), *Le Québec d'aujourd'hui...*, op. cit. C.S.N., *Il n'y a plus d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel*, Québec, 1971. F.T.Q., *L'État, rouage de notre exploitation*, Montréal, 1971. Conseil du patronat du Québec, *Détruire le système actuel?*, Montréal, Les Affaires, 1972. Parti québécois, *La souveraineté et l'économie*, Montréal, Jour, 1970. G. LEBEL, *Horizon 1980*, Québec, Ministère de l'industrie et du commerce, 1970. B. HIGGINS, F. MARTIN et A. RAYNAULD, *Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec*, Ottawa, Ministère de l'expansion économique régionale, 1970 ; on devait d'ailleurs tenir un débat sur cet ouvrage : le compte rendu a été publié dans *L'Actualité économique*, XLVII, 1, 1971. R. TREMBLAY, *Indépendance et marché commun Québec/États-Unis*, Montréal, Jour, 1970. R. DAUPHIN, *Les options économiques du Québec*, Montréal, Jour, 1970.

38. Le congrès de fondation de l'ASDEQ se tient à Québec en avril 1976. Même s'il est un peu snobé par les universitaires, ce congrès établit une base nouvelle pour un réseau d'économistes qui va, plus tard dans les années 1970, refaire un lien synergétique important avec les économistes universitaires. En fait, les colloques de l'ASDEQ vont devenir des événements importants permettant de jeter une passerelle entre les uns et les autres. Ces congrès et les actes de colloque qui en découlent vont forcer l'attention des universitaires sur les priorités du débat socio-politique. Voir les comptes rendus des premiers colloques : *Économie et indépendance* (1977), *Qui décide au Québec? Les centres de décision de l'économie québécoise* (1978) et *Problèmes actuels de l'économie québécoise* (1978).

39. Pour des éclaircissements sur la méso-analyse et les perspectives méso-analytiques, voir : G. PAQUET et J.-P. WALLOT, « Pour une méso-histoire du XIX^e siècle canadien », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, XXXIII, 3, 1979, pp. 419ss ; aussi : G. PAQUET, « A political economy perspective of the early 1980s », dans : C.A. BARRET (éd.), *Key Economic and Social Issues of the Early 1980s*, Ottawa, Conference Board of Canada, 1980 : 71-81. Il s'agit d'une approche qui cherche à découper la socio-économie en tant que « processus institué » (Polanyi) en sous-processus analysables de manière plus ou moins autonome. Avec les années 1970, au Québec, c'est l'arrivée d'effectifs plus nombreux, c'est une division plus fine du travail qui permet de dépasser les grandes fresques ou les fixations sur le détail analytique (sur « le squelette mathématique », comme dirait Morishima). Entre la grande perspective (qui n'est pas sans rappeler celle de Minville) que propose par exemple Maurice SAINT-GERMAIN (*Une économie à libérer : le Québec analysé dans ses structures*

inégaux, mais on peut reconnaître six axes méso-analytiques : démographie, production et échange, finance, écologie des groupes et de leurs motivations, État, répartition du revenu et de la richesse.⁴⁰

1. Démographie

À la fin des années 1960, la croissance démographique québécoise chute brusquement et des débats importants commencent à s'amorcer sur les mouvements migratoires par langue entre le Québec et les autres provinces du Canada, ainsi que sur les projets de loi qui veulent faire du français la langue de travail au Québec.⁴¹

On voit aussi à l'I.N.R.S.-Urbanisation se développer des travaux importants sur Montréal et son tissu urbain, sur les mouvements migratoires, le logement et le développement régional. À l'UQAM, le même genre de travail se fait mais à moindre échelle. C'est l'occasion enfin d'une étude importante sur *L'Urbanisation au Québec* (Québec, 1976) par le Groupe de travail Castonguay, étude qui sera à la source d'une réflexion sérieuse sur la nécessité d'une politique urbaine au Québec. Malheureusement, pour toutes sortes de raisons, le rapport arrive au mauvais moment et il n'aura que peu de suivi.⁴²

économiques, Montréal, PUM, 1973) et les travaux pointus sur le tourisme à Montréal, sur les fonctions de production agricole au Québec ou sur certains secteurs particuliers à la Direction des études industrielles du MIC, on voit se profiler l'émergence de chantiers de moyenne dimension au niveau méso.

40. La socio-économie québécoise peut être décomposée en sous-systèmes à la condition qu'on se rappelle bien que le cadre international les commande tous un peu, comme c'est toujours le cas dans une petite économie ouverte. Les six sous-procès sont autant de *sous-jeux* fondamentalement séparables, chacun avec ses règles propres mais changeantes, se superposant, s'intégrant et se combinant pour composer un grand jeu décalquant des secteurs caractérisés par un même *tonus* dans une économie donnée ou des *périodes* déterminées pour un même régime de fonctionnement. Ce découpage est une version modifiée de celui suggéré par J. AKERMAN, *Ekonomisk Teori*, II. On a montré comment cet instrument de prospection pouvait être utilisé dans : G. PAQUET et J.-P. WALLOT, « Sur quelques discontinuités dans l'expérience socio-économique québécoise : une hypothèse », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, XXXV, 4, 1982 : 483-521.

41. Il s'agit de travaux développés en bonne partie par l'équipe qui a mûri autour de Jacques Henripin (entrevue, été 1985) mais les économistes vont participer activement au débat. On les retrouve autour de la Commission Gendron au début des années 1970. François VAILLANCOURT a colligé un recueil de texte (*Économie et langue*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1985) qui regroupe des écrits produits entre la fin des années 1960 et le début des années 1980. On y retrouve des textes de M. Boucher, C.F. Sabourin, A. Breton, F. Vaillancourt, R. Lacroix, G. Grenier, etc., en plus d'une bibliographie assez complète.

42. Les travaux de Jean-Claude Thibodeau, Marc Termote, Mario Polèse (entrevue, été 1985) et de bien d'autres de l'I.N.R.S. mériteraient qu'on s'y attarde ici. La structuration de l'espace urbain, le déploiement spatial du développement, les mouvements migratoires et un peu de prospective vont être les thèmes dominants de l'I.N.R.S. entre 1970 et 1983. À l'UQAM, c'est surtout autour de Joseph Chung que ce travail progresse. Pour ce qui est du rapport sur l'urbanisation au Québec, il porte la marque de Gérard Bélanger (entrevue, été 1983) et de Fernand Martin.

Enfin, on voit se développer une tradition de travaux empiriques sur le marché du travail au Québec. Déjà, Pierre Harvey avait commencé ce genre d'analyse mais, avec les années 1970, le nombre des intéressés se multiplie.⁴³ Plus tard dans la décennie, à mesure que se développent des travaux sur la balkanisation du « marché du travail », on commence à analyser les disparités de revenus, non seulement entre francophones et anglophones (comme on avait pris l'habitude de le faire dans l'après de la commission Laurendeau-Dunton), mais aussi entre secteur privé et secteur public et entre hommes et femmes. L'extraordinaire richesse de ce matériel peut ne pas avoir encore résulté en des politiques qui corrigent des écarts souvent difficiles à expliquer, mais il est clair que c'est un domaine où il existe désormais une équipe importante qui a produit des travaux remarquables.⁴⁴

Mais il y a plus que la répartition de la population dans l'espace ou que sa composition occupationnelle. Les bouleversements migratoires engendrés par les législations linguistiques des années 1970 ont ralenti l'entrée au Québec de gestionnaires anglophones du reste du Canada et accéléré l'exode d'une portion de la gent managériale anglophone de Montréal. Même s'il y a dérive de l'activité économique vers l'Ouest au cours des années 1970, et donc perte de vitesse relative de Montréal par rapport à Toronto, on voit monter à Montréal une génération de managers francophones bien plus jeunes que leurs congénères ontariens. Les implications de ce développement, pour la fin des années 1970 et pour le reste du siècle, sont difficiles à mesurer mais très certainement assez fondamentales pour qu'on parle d'un nouveau dynamisme important de *l'entrepreneurship* québécois.⁴⁵

43. Pierre Harvey avait été l'un des premiers à examiner de façon comparative les taux de chômage entre le Québec et le reste du Canada dans les années 1950. Mais c'est seulement dans les années 1970 qu'il y a regain d'intérêt très important dans ce secteur. Il faut souligner le rôle de catalyseur dans ce chantier, comme dans bien d'autres, d'André Raynauld, qui, durant son séjour comme président du Conseil économique du Canada dans les années 1970, va promouvoir beaucoup de travaux par des économistes québécois. D'autres documents importants ont été le projet de Livre blanc sur une politique québécoise de main-d'œuvre — encore inédit — et le Livre brun sur les ressources humaines du Ministère de l'immigration du Québec (1975), qui porte la marque de Bernard Bonin.

44. Les travaux de Robert Lacroix et Jean-Michel Cousineau, ceux de Jac-André Boulet du Conseil économique du Canada et de François Vaillancourt, ainsi que le travail de C. Verret de la Durantaye et de Louise Vandelay (entrevue, été 1985), montrent clairement que la notion d'un marché du travail est morte. On est maintenant passé à l'étape des politiques pour assouplir les relations entre ces marchés du travail balkanisés. En fin de période, on voit se créer l'Institut de recherche appliquée sur le travail qui va produire beaucoup d'études empiriques. On voit aussi l'O.P.D.Q. commencer à s'intéresser au chômage des jeunes.

45. L'entrevue de Marcel Côté (été 1985) est éclairante à ce propos. Pour ce qui est de l'évolution de *l'entrepreneurship* québécois, J.-M. TOULOUSE, *L'entrepreneurship au Québec* (Montréal, Fides/H.É.C., 1979) contient une bonne bibliographie. Les travaux plus récents à la Faculté des sciences de l'administration de Laval (la Fondation Jacques-Gagnon et son animateur, Yvon Gasse) sont aussi à souligner. Un vaste projet sur la P.M.E. est également en pleine expansion à l'UQAM.

L'analyse démographique va engendrer à la fois un sens de la dynamique des institutions et une appréhension véritable de l'espace vital. Les dimensions démographiques s'insèrent de plus en plus dans les analyses sectorielles ; on voit aussi une réalité aussi centrale que le transport — largement occultée dans un espace économique qui en fait pourtant une variable majeure — devenir un centre d'intérêt. Marc Gaudry (entrevue à l'été 1983) montre qu'au Centre de recherches en transport mis sur pied à Montréal, on peut créer des instruments d'analyse et de management et des logiciels qui vont avoir preneurs dans le reste du monde.

2. Production et échange

Le gros de ce que l'on considère comme *science économique conventionnelle* est contenu sous la rubrique « production et échange ». On peut dire aussi que c'est à ce chapitre que la science économique est le plus nettement en crise. On a assisté en début de période à des travaux importants de méso-économie par le laboratoire d'économétrie de Laval. Tadeusz Matuszewski et Marcel Dagenais ont probablement fait plus que quiconque pour opérationnaliser cet appareil d'analyse et le mettre à la portée de l'entreprise.⁴⁶

Dans les années 1970, cependant, il ne suffisait pas de calibrer les rapports entre secteurs manufacturiers stables : nous sommes en période de crise. Les ressources naturelles, socle sur lequel repose l'économie québécoise, ne sont que peu étudiées depuis les « Études sur le milieu » des années 1940. Il faudra qu'Antoine Ayoub fonde le GREEN (Groupe de recherche en économie de l'énergie et des ressources naturelles) avant le choc pétrolier de 1973 pour qu'à Laval se développe une équipe d'élite qui analysera les impacts des chocs pétroliers et ensuite les stratégies optimales d'exploitation des ressources naturelles.⁴⁷

Les années 1970 vont sonner l'informatisation de la société. Mario Polèse et Kimon Valaskakis seront parmi les premiers à voir les conséquences de cette mutation du procès économique québécois.⁴⁸ À proportion que la vie économique se dématérialise, la croissance économique cesse d'être synonyme de la

46. Tadeusz Matuszewski (entrevue, été 1984), à Montréal d'abord, puis dans son Laboratoire d'économétrie de Laval, a non seulement formé toute une génération d'économètres québécois, mais a aussi ajusté l'appareil d'analyse des tableaux inter-industriels à des usages managériaux. Marcel Dagenais (entrevue, été 1982) a été probablement le premier économètre de crû local.

47. Le forum du GREEN va vite devenir international à proportion que les problèmes d'énergie vont s'aggraver. Puis, avec Jean-Thomas Bernard et Gérard Gaudet (en collaboration avec P. Lasserre de Montréal), va se créer autour d'Ayoub une équipe, non seulement spécialisée dans l'économie de l'énergie, mais dans tout le secteur des ressources naturelles. (Entrevue avec Antoine Ayoub, été 1984.)

48. Les travaux de Polèse (entrevue, été 1985) sur ces questions remontent au début des années 1970. Voir : M. POLÈSE et P. TOUPIN, « L'évolution de la hiérarchie tertiaire des villes »,

grande entreprise. On redécouvre la P.M.E. contre les théologies des années 1950.⁴⁹ C'est un peu cette mutation profonde de l'économie, conjuguée à une fiscalité punitive, qui va engendrer une économie souterraine qu'on ignore, qu'on veut ignorer.⁵⁰

Dans les années 1970, le gouvernement du Québec va développer toute une série de sommets sectoriels et régionaux qui vont relancer le genre d'études empiriques et descriptives des processus de production et d'échange qu'avaient produites les « Études sur le milieu » des années 1940. L'idée d'un plan va aussi regermer.⁵¹ C'est un amalgame malaisé de ces deux dérives qui se cristallise dans *Bâtir le Québec* en 1979. Ce constat, suivi de l'aubade sur « le virage technologique » en 1982, représentent une sorte de discours volontariste mi-descriptif mi-onirique. On se rend compte que les fondements de l'ordre économique ancien sont meubles mais on n'a pas encore de quoi les remplacer.

L'Actualité économique, XLVIII, 3, 1972 : 398-413. Cette dématérialisation de la vie économique est déjà au centre de : S. LANGDON et G. PAQUET, *The Multinational Enterprise and the Labour Process : A Provisional Analytical Framework*, Paris, O.C.D.E., 1976. Elle est aussi une variable centrale dans : P.-A. JULIEN, P. LAMONDE et D. LATOUCHE, *Québec 2001 : une société refroidie*, Québec, Boréal Express, 1976. Aussi : K. VALASKAKIS, *The Information Society*, Montréal, GAMMA, 1979. Plus récemment : A. COSSETTE, *La tertiarisation de l'économie québécoise*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1982.

49. On se reportera ici aux quelques références mentionnées en note 10. Les travaux d'Yvon Gasse (entrevue, été 1985) mais aussi du Groupe québécois de prospective — une quarantaine de chercheurs travaillant en 1977 à l'étude commanditée par l'O.P.D.Q. sur *La prospective socio-économique du Québec* (Québec, Éditeur officiel du Québec, 1977, 27 tomes) — ont montré la transformation de la notion d'entreprise et le dynamisme de la P.M.E. au Québec. Voir : le Groupe québécois de prospective (R. Jouandet-Bernadat, R.-A. Blais, P. Dansereau, P. Fréchette, P.-A. Julien, K. Valaskakis), *Le futur du Québec au conditionnel*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1982, pp. 103ss. Il est instructif de contraster les propos de ces chercheurs québécois modernes avec ceux de P.E. Trudeau dans : *La grève de l'amiante, op. cit.*, pp. 29ss. Plus récemment, l'émergence de groupes de recherche sur les petites et moyennes organisations, à Trois-Rivières et à Chicoutimi, a montré l'ampleur du phénomène.

50. Les travaux d'*Accent Québec* (et en particulier ceux de Gérard Bélanger) ont exposé la fiscalité punitive du Québec. Il a fallu plus de temps cependant pour qu'on se mette à en mesurer les conséquences, non seulement sur l'offre de travail, mais sur le « noircissement » du travail. Les travaux d'André Joyal et de son groupe à Trois-Rivières, de Pierre Fréchette à Laval, de Pierre Lamonde à l'I.N.R.S. et de Mireille Éthier pour la Commission MacDonald ont cependant montré, à l'évidence, la croissance de l'économie informelle, d'une économie souterraine ignorée par les statistiques officielles mais dynamique et entrepreneuriale.

51. En 1974, le Ministère de l'industrie et du commerce produit son document *Une politique économique québécoise*. On y traite de réorganisation et de modernisation de l'industrie. Ce document marque une césure : après les années 1960 axées sur les investissements sociaux, le rapport du MIC insiste maintenant sur « le développement économique par et pour les Québécois » ; la priorité nouvelle est l'économie, et l'entreprise privée est considérée explicitement comme son moteur. C'est le coup d'envoi pour la P.M.E. : on peut y voir le début de l'ère nouvelle qui en fait le fer de lance de l'économie au Québec. Tous ne sont pas d'accord, ainsi qu'en fait foi le symposium de *L'Actualité économique* (L, 4, 1974 : 549-571) organisé pour débattre de ce document.

Le fait qu'on sente le besoin de revenir à un inventaire des ressources matérielles, financières et humaines prend la mesure de notre ignorance du milieu ; le fait qu'on puisse croire à la magie des exhortations prend la mesure de notre désarroi. Marcel Côté pourra dire que ce sont les cégépiens vendeurs ambulants de micro-ordinateurs qui vont faire prendre au Québec le virage technologique, pendant que les chercheurs et les gouvernements regardaient passer la parade.⁵²

Par le biais de l'écologie et de certaines études féministes, il y a cependant déblocage des analyses du processus de production : les écologistes forcent les économistes à insérer leurs processus de production et d'échange dans un écosystème plus vaste et les féministes, à prendre en compte, non seulement le processus de production commerciale, mais aussi le processus de production domestique et le processus éminemment central de reproduction.⁵³

3. Finance

La variable financière n'avait pas été analysée en profondeur par les économistes avant la fin des années 1960. Le premier document important est probablement le Rapport Parizeau qui paraît en 1969, suivi en 1972 du Rapport Bouchard.⁵⁴ Parmi les premières études d'économistes québécois dans la

52. Entrevue avec Marcel Côté (été 1985). On trouve peu de traces de la technologie dans la littérature économique québécoise avant les années 1980. Ce n'est qu'avec la publication du document du gouvernement québécois sur le virage technologique, en 1982, avec son programme d'action pour la période 1982-1986, que le thème se popularise. La revue *Gestion* va livrer presque une douzaine d'articles sur le sujet en 1983, alors qu'on en repérait à peine cinq entre 1977 et 1982. Auparavant, c'est surtout chez les scientifiques que se faisait la prospective technologique. On pourra lire avec profit le résultat des travaux du comité-conseil sur le sous-système de la science et de la technologie, à l'intérieur du grand projet de l'O.P.D.Q. sur la prospective du système socio-économique québécois. En particulier, le compte rendu de la réunion du 22 juin 1976 à Polytechnique est éclairant. C'est dans cet esprit qu'il faut aussi noter la création, à la fin des années 1970, de l'Institut national de productivité. Un des artisans de la première heure sur ce vaste chantier a été Roger Blais (entrevue, été 1985).

53. On ne saurait trop insister sur l'importance du projet de prospective socio-économique du Québec lancé en 1976. On peut en discerner les contours dans la synthèse d'ensemble de la première étape publiée par l'O.P.D.Q. à l'automne 1977 ou dans la synthèse publiée en fin de projet, en 1982 (*Le futur du Québec au conditionnel*, *op. cit.*). Cela révèle l'impact de la problématique écologiste. Voir aussi l'entrevue avec Jacques Dufresne à l'été 1985. Pour ce qui est des travaux des féministes, voir : L. VANDELAC *et al.*, *Du travail et de l'amour*, Montréal, Saint-Martin, 1985. Ce travail sur la production domestique amorcé par le Conseil du statut de la femme a non seulement débouché sur le document Vandelac mais aussi entraîné le dépassement de celui-ci en des travaux, qui prennent forme ces temps-ci, sur le processus de reproduction humaine en tant que phénomène socio-économique (Louise Vandelac, entrevue à l'été 1985).

54. *Rapport du Comité d'étude sur les institutions financières* (Rapport Parizeau), Québec, 1969. *Étude sur l'industrie des valeurs mobilières au Québec* (Rapport Bouchard), Québec, 1972.

littérature conventionnelle, il faut noter les travaux de Gagnon, Khoury et Ryba.⁵⁵

Le secteur financier est construit sur quatre piliers : les banques, les compagnies d'assurance, les sociétés de fiducie et les maisons de courtage. Il s'étend à une grande variété de *produits financiers*, dont l'éventail a évolué considérablement, à proportion que la situation économique inflationnaire, à partir de la fin des années 1960, a commandé des instruments financiers différents.⁵⁶ Les analyses de Ryba, en début des années 1970, semblent indiquer que le secteur financier québécois est en perte de vitesse par rapport à son parallèle en Ontario ; il en ressort des propositions pour « développer la finance au Québec ».⁵⁷

Le sous-procès financier a été scruté de près, surtout après que le diagnostic des causes du ralentissement de la croissance économique dans la seconde moitié des années 1960 eut attribué le gros du problème à des investissements privés insuffisants. Quand on a cherché à connaître la cause de ce phénomène, bien des hypothèses ont été mises de l'avant : taille des entreprises québécoises, difficultés d'accès aux ressources financières par les P.M.E., etc.⁵⁸ Malgré le scepticisme des experts, cette idée d'insuffisance des institutions financières reste dans le vent. C'est en partie, peut-être, ce qui

55. Le gros des travaux sur la finance au Québec a été fait pendant longtemps par des comptables et des maisons spécialisées. Les économistes financiers — comme groupe distinct — ne paraissent sur la scène qu'assez tard, encore qu'on puisse voir de façon continue une sorte de chronique de la chose financière dans les colonnes de *L'Actualité économique* depuis les années 1920. Les analyses techniques ne viendront que dans les années 1960-1970. Par exemple : J.-M. GAGNON, N.T. KHOURY et L.-M. ASSELIN, « Quelques observations sur le choix d'une institution de dépôts par les ménages du Québec métropolitain », *L'Actualité économique*, XLVIII, 3, 1972 : 503-518. A. RYBA, « Le secteur financier et le développement économique du Québec », *L'Actualité économique*, L, 3, 1974 : 379-401. P. BRIANT et G. WHITAKER, « Le système financier montréalais : quelques lacunes », *L'Actualité économique*, L, 3, 1974 : 401-415.

56. Avec l'inflation, on a vu sourdre des « marchés à terme » dans le secteur financier, des hypothèques à taux flottant, des comptes de banque portant intérêt quotidien, etc. Cette ribambelle de produits financiers nouveaux devait d'ailleurs introduire beaucoup de flottement dans le partage du terroir financier : alors que les quatre piliers étaient réglementés différemment et séparément en début de période, on parle de plus en plus d'un cadre réglementaire unifié en fin de période. J.-M. GAGNON et N. KHOURY, *La réglementation du marché des capitaux*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1979. Voir aussi le *Livre vert* de Madame Barbara McDougall, en 1985.

57. A. RYBA, *op. cit.*, pp. 391ss.

58. Ces constats émergent de l'analyse de P. FRÉCHETTE, R. JOUANDET-BERNADAT et J.-P. VÉZINA, *op. cit.* mais aussi de *Bâtir le Québec*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1979. Même si on a remis en question l'efficacité des marchés financiers et si on a voulu créer des institutions financières nouvelles pour répondre à des besoins régionaux et sectoriels supposément mal servis par les grandes institutions nationales, il faut dire que, pour des analystes comme Gagnon et Khoury, ce diagnostic n'est pas recevable en général. Il se peut que certains coûts de transaction en arrivent à créer des problèmes aux P.M.E. québécoises, mais cela n'expliquerait pas le problème fondamental des investissements privés insuffisants.

devait amener le Québec, non seulement à chercher de nouvelles sources de capitaux dans les régimes de rentes,⁵⁹ mais encore à encourager le développement de moyens coopératifs de financement dans les années 1970.⁶⁰ Tout cela se développe parallèlement à des travaux approfondis sur l'intermédiation financière, qui vont aboutir au rapport du Groupe de travail sur l'épargne au Québec.⁶¹

On va aussi voir, durant cette période, l'introduction par le gouvernement du Québec d'incitations pour la population à s'impliquer dans les marchés financiers par le régime d'épargne-action par exemple. Voilà qui devait donner la possibilité d'un essor vigoureux et nouveau pour la Bourse de Montréal.⁶²

4. *Écologie des groupes et de leurs motivations*

L'une des nouveautés de l'analyse économique dans l'après 1960, non seulement au Québec mais aussi dans tout l'hémisphère occidental, a été l'extension délibérée de l'analyse économique à toute une famille de réalités socio-politiques ignorées jusque-là par les économistes conventionnels. Les travaux de Mancur Olson, aux États-Unis, allaient proposer une logique de l'action collective en 1965. D'autres travaux, par J. Buchanan et G. Tullock en Virginie, devaient donner naissance à un courant de pensée baptisé « *public choice* ». ⁶³ Au Québec, ce courant de pensée a eu ses adeptes : Jean-Luc Migué,

59. En 1965, le Québec crée la Caisse de dépôt et placement du Québec pour administrer les fonds des régimes de retraite et d'assurance publics. L'objectif est double : assurer la rentabilité des placements certainement, mais aussi *contribuer à l'essor économique du Québec*.

60. On ne dira jamais assez comment les gouvernements du Québec ont encouragé, surtout après 1976, le mouvement coopératif dans le domaine financier. (C. ARCHIBALD, *Un Québec corporatiste?*, Hull, Asticou, 1983, pp. 256ss.)

61. *L'Épargne. Rapport du Groupe de travail sur l'épargne au Québec*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1980 ; Henri-Paul Rousseau (entrevue, été 1983) en est l'architecte.

62. On pourra se référer aux nombreux discours de Pierre Lortie qui ont ponctué ses efforts pour transformer le rôle de la Bourse de Montréal. Aussi : J. GUERTIN, « La bourse, rouage essentiel des économies occidentales », *Forces*, 72, 1985 (numéro spécial sur les institutions financières canadiennes et québécoises à l'heure du changement).

63. M. OLSON, *The Logic of Collective Action*, Cambridge, Harvard University Press, 1965. Olson y développe une théorie des groupes stratégiques. Son dernier livre (*The Rise and Decline of Nations*, New Haven, Yale University Press, 1982) montre comment l'activité de tels groupes stratégiques en vient à engendrer des rigidités sociales et une sclérose institutionnelle qui sont porteuses d'inefficacité. J.M. BUCHANAN et G. TULLOCK, *The Calculus of Consent*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1962, est un peu le classique qui devait donner le coup de départ à ce type d'analyses. Pour un examen de l'évolution de ce courant du *public choice*, voir : D. MUELLER, *Public Choice*, New York, Cambridge University Press, 1979. Il existe, dans le travail d'Olson, une ambition plus vaste que celle qui habite les travaux des praticiens du *public choice* : le premier veut développer une théorie des groupes et de l'action collective, alors que les seconds réduisent souvent leurs analyses au processus politique.

Gérard Bélanger, Léon Courville, mais bien d'autres aussi, comme Michel Boucher, Richard Carter, Claude Montmarquette, etc.

Le courant de pensée du *public choice* amène les économistes à envahir le champ des sociologues en leur procurant une théorie des agrégats sociaux fondée sur l'individu rationnel. Il en est sorti un grand nombre de travaux expliquant l'émergence et l'activité de groupes stratégiques capables de faire dévier l'allocation des ressources dans leur direction.⁶⁴ En parallèle à ces travaux fondamentalement économistiques, s'est développée, depuis les années 1960, une sociologie économique qui a proposé des découpages sociaux bien différents. On connaît les travaux de Jorge Niosi, d'Arnaud Sales, etc.⁶⁵ Mais même les économistes ont été tentés par des découpages sociaux plus macroscopiques.⁶⁶ On a aussi voulu utiliser davantage, en économie, certaines variables psychologiques qu'on avait ignorées jusque-là. En particulier, c'est une veine qu'on a voulu exploiter dans les difficiles travaux de prospection à propos de l'*entrepreneurship*.⁶⁷ À ces travaux, il faut évidemment ajouter les découpages nettement macroscopiques inspirés par la tradition marxiste. Ici, le découpage social émane du mode de production et la praxis des groupes

64. Jean-Luc Migué propose ni plus ni moins une application généralisée de cet appareil d'analyse à toute une série d'institutions et de faits québécois dans son livre *L'économiste et la chose publique*, *op. cit.* ; on retrouvera en filigrane le même type d'analyse dans plusieurs des textes de L. COURVILLE *et al.*, *L'économie démythifiée*, *op. cit.* Pour ces analystes, les personnes découvrent leurs intérêts communs et forment de petits clubs ou groupes stratégiques à seule fin de se donner accès à une portion plus grande du gâteau collectif. Ces groupes stratégiques réussissent à arriver à leurs fins en obtenant des pouvoirs publics les règlements ou la protection nécessaires à une cartellisation des activités économiques. On lira aussi avec profit : J.-L. MIGUÉ, *Nationalismes au Canada : perspective économique*, Montréal, Institut C.D. Howe, 1979.

65. J. NIOSI, *Le contrôle financier du capitalisme canadien*, Montréal, PUQ, 1978 et aussi son livre *La bourgeoisie canadienne*, Montréal, Boréal Express, 1980. A. SALES, *La bourgeoisie industrielle au Québec*, Montréal, PUM, 1979, ainsi que son livre (avec N. Bélanger) *Décideurs et gestionnaires*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1985.

66. A. RAYNAULD, *La propriété des entreprises au Québec*, *op. cit.* Raynauld utilise implicitement la notion de groupe stratégique pour expliquer les succès des entrepreneurs en régions périphériques. Il s'agit d'une idée développée par W.T. Easterbrook, par laquelle on expliquerait l'effort des entrepreneurs pour se créer des « zones de sécurité ». (W.T. EASTERBROOK, « The climate of enterprise », *American Economic Review*, XXXIX, 3, 1949 : 322-335. Voir aussi : G. PAQUET, « French Canadian entrepreneurship : Quebec must design its own brand », *The Business Quarterly*, XXXVII, 2, 1972 : 36-41.

67. Il s'agit de travaux qui se font davantage dans les facultés de sciences de l'administration. Voir : Y. GASSE, *Entrepreneurial Characteristics and Practices : A Study of the Dynamics of Small Business Organizations and Their Effectiveness in Different Environments*, Université de Sherbrooke, Faculté d'administration, 1977. Aussi : J.-M. TOULOUSE, *L'entrepreneurship au Québec*, *op. cit.* Y. GASSE et A. THÉORET, « L'innovation dans les P.M.E. au Québec et en Belgique : une étude empirique », *Enseignement et gestion*, nouvelle série, 15, 1980 : 54-59. On voit l'éventail des difficultés et des possibles dans : J. DUFRESNE et J. JACQUES (éds), *Crise et leadership. Les organisations en mutation*, Montréal, Boréal Express, 1983.

découle de la structure de classes.⁶⁸ Les liens de ces travaux avec la science économique normale sont ténus.

Si les économistes ont voulu envahir le monde des sociologues, le mouvement inverse s'est aussi produit : certains travaux, comme ceux de Marcel Rioux, sont venus contester les fondements de l'approche économistique.⁶⁹ On a aussi commencé à analyser les cultures économiques différenciées, les mouvements populaires dans les diverses régions du Québec, et le tour institutionnel qu'est en train de prendre la négociation sociale au Québec.⁷⁰

5. L'État

Les travaux économiques ou socio-politiques sur l'écologie des groupes sociaux et leurs motivations débouchent inévitablement sur la scène étatique. C'est que, quelle que soit la stratégie des groupes, l'État, monopoleur de la contrainte publique, est le canal par le truchement duquel on se donne accès à la protection ou à la cartellisation que les groupes recherchent.⁷¹

Les économistes se sont donné une certaine théorie de l'État qui a servi largement dans les travaux de finances publiques et a vite montré ses limites. Si l'on peut dire que bien des travaux sur le processus politique, sur la bureaucratie, sur l'appareil réglementaire et sur les arrangements intergouvernementaux ont été commis par les économistes, il n'est pas certain que les modèles un peu simples qu'on a utilisés jusqu'à maintenant rendent justice à la complexité des phénomènes étudiés.⁷²

68. À titre purement illustratif : P. FOURNIER (dir.), *Le capitalisme au Québec*, Montréal, Saint-Martin, 1978 ; ou G. BOURQUE et A. LEGARÉ, *Le Québec : la question nationale*, Paris, Maspero, 1979.

69. Cette attaque virulente de l'économisme existe déjà dans les écrits de Marcel RIOUX dans les années 1970, mais elle est cristallisée dans son livre *Le besoin et le désir*, Montréal, Hexagone, 1984.

70. On peut se reporter aux divers travaux entrepris sous le patronage de l'Institut québécois de recherche sur la culture. Voir aussi, aux seules fins d'illustration : A. LAPOINTE, P. PRÉVOST et J.-P. SIMARD, *Économie régionale du Saguenay/Lac-Saint-Jean*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1981, ou A.-G. GAGNON, *Développement régional, État et groupes populaires*, Hull, Asticou, 1985. Quant à la saveur des débats sur la négociation sociale au Québec, on consultera avec profit l'entrevue avec Gérard Dion (été 1985) et le livre de C. ARCHIBALD, *Un Québec corporatiste?*, *op. cit.*, qui établit une continuité à la fois éclairante et inquiétante dans le soubassement socio-culturel de la socio-économie québécoise des années 1930 aux années 1980.

71. J.-L. MIGUÉ, *L'économiste...*, *op. cit.*, et *Nationalismes...*, *op. cit.*

72. Les divers travaux du groupe autour de Migué, à l'École nationale d'administration publique (Michel Boucher, Richard Carter), ainsi que de Gérard Bélanger à Laval et de Léon Courville et son groupe aux H.É.C., sont particulièrement persuasifs quand il s'agit de micro-institutions dont les effets pervers peuvent être détectés et mesurés simplement. Dès que l'on entre dans le monde des macro-institutions ou des accords intergouvernementaux, les effets contre-intuitifs et la complexité des interactions rendent les modèles trop simples un peu naïfs. (Entrevue de Daniel Latouche, été 1985.)

Dans les premiers moments, *i.e.* à la fin des années 1960, les économistes se sont surtout faits critiques. Les excès de l'interventionnisme ont été censurés.⁷³ On a montré aussi comment on prenait souvent fort mal la mesure des impacts des politiques publiques : tout un effort de développement de nouvelles mesures et d'études d'impacts s'en est suivi, auquel s'aboutaient des recommandations visant à transformer l'architecture socio-économique des institutions existantes.⁷⁴

Dans les années 1970, on s'est montré doublement imaginatif au Québec dans le bon usage de l'État : d'abord pour contrer les effets des crises énergétiques et économiques, mais aussi pour construire le devis de ce que pourrait être une architecture différente d'institutions économiques, dans l'hypothèse d'une séparation du Québec d'avec le reste du Canada.⁷⁵ Ces exercices ont fait de l'État non plus une réalité prise comme donnée mais une variable dans le projet de société.

Quant à savoir comment ce nouvel État — qu'on veut dégraisser tout autant que transformer — va prendre forme : quel rôle il réserve aux pouvoirs régionaux et municipaux dans le processus de décentralisation ? quels arbitrages nouveaux vont être définis entre les politiques et les bureaucrates ? les travaux des économistes ont déclaré bien des choses, mais sans toujours être convainçants.⁷⁶ En particulier, au niveau macroscopique, sur la question de ce que

73. Les travaux de Migué et de Bélanger sur le prix de la santé et ceux, un peu plus tard, de Pierre Fortin sur le salaire minimum sont dans cette veine.

74. Un bon exemple peut être celui des politiques de stabilisation du gouvernement fédéral. On peut suivre avec intérêt le développement de l'idée d'une politique de stabilisation régionale depuis l'article de Raynauld en 1971 jusqu'au livre de Lacroix et Rabeau en 1981. (A. RAYNAULD, « Pour une politique de stabilisation régionale », *Administration publique du Canada*, XIV, 3, 1971 : 344-353. R. LACROIX et Y. RABEAU, avec la collaboration de A. ASSAYAG, *Politiques nationales, conjonctures régionales : la stabilisation économique*, Montréal, PUM, 1981.)

75. On connaît les procédés astucieux qui ont rendu célèbre le ministre des finances, Jacques Parizeau, pour son bon usage de marges de manœuvre fort minces. On consultera avec profit l'ensemble des études orchestrées par Bernard Bonin pour le gouvernement du Québec à la fin des années 1970. Bonin (entrevue, été 1982) avait déjà examiné en détail les rapports de la firme plurinationale et de l'État (« La firme plurinationale et les pouvoirs publics au Québec », dans : J.-L. MIGUÉ (éd.), *Le Québec d'aujourd'hui...*, *op. cit.*) ; il devait d'ailleurs présenter une synthèse de ces questions récemment (*L'entreprise multinationale et l'État*, Montréal, Études vivantes, 1984). Pour un coup d'œil général sur les rapports Québec/Canada, voir : P. FORTIN, G. PAQUET et Y. RABEAU, « Quebec in the Canadian Federation : A provisional evaluative framework », *Canadian Public Administration*, XXI, 4, 1978 : 558-578.

76. Contrastons la simplicité des analyses générales (G. BÉLANGER, « Le secteur public : un budget croissant pour des services constants », dans : J.-L. MIGUÉ, *Le Québec...*, *op. cit.* ou L. COURVILLE, « L'initiative privée et l'hypertrophie de l'appareil gouvernemental », *Gestion*, septembre 1978) avec le caractère un peu sibyllin des politiques recommandées dans des domaines précis comme le secteur urbain (*L'urbanisation au Québec...*, *op. cit.*). On cherche un dégraissage de l'État-stratégie, mais le devis n'est pas clair.

pourrait commander une souveraineté-association, les messages des travaux d'économistes sont demeurés largement énigmatiques quand ils n'étaient pas franchement idéologiques.⁷⁷

6. Répartition des revenus et de la richesse

Une autre nouveauté des analyses économiques dans l'après 1960 a été le développement d'une meilleure compréhension des mécanismes de répartition de revenus et de richesse. Auparavant, on se contentait souvent de considérer la répartition comme le simple verso de la structure de production. Ce n'est plus le cas.⁷⁸ L'idée qu'au centre du procès de répartition se trouve un nœud de droits sociaux et l'activité de groupes stratégiques tentant de redistribuer les ressources dans leur direction a commencé, au cours des derniers vingt ans, à préoccuper directement les économistes québécois. C'est surtout à partir de travaux sur le marché du travail qu'on a produit ces conceptualisations nouvelles du processus de répartition : un effort pour mieux comprendre les effets positifs mais aussi les effets pervers de l'aide sociale a eu aussi des conséquences éclairantes pour la politique sociale.⁷⁹

77. Les débats autour du référendum de 1980 ont révélé qu'il n'était pas impossible d'utiliser un langage à saveur économique pour défendre des positions éminemment politiques. (P. FORTIN, *La souveraineté-association : est-ce économiquement viable?*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 1980, ainsi que l'entrevue à l'été 1983.) De multiples documents de combat ont été produits à l'occasion du référendum sur les coûts et avantages de l'intégration et de la désintégration économique. Il n'est pas certain que la question soit résolue. Les économistes semblent s'entendre sur la proposition paradoxale que l'intégration économique est avantageuse mais que la désintégration économique n'est pas nécessairement désavantageuse.

78. M. OLSON, *The Logic...* *op. cit.* On a vu aussi se développer aux États-Unis l'idée de *grants economy*, suggérée par Kenneth Boulding pour analyser la matrice complexe des transferts en nature ou en argent entre les agents économiques, directement ou par le truchement de l'État. Au Québec, les travaux de Gilles Beausoleil et de l'équipe qu'il forme autour du LABREV (Laboratoire de recherches sur l'emploi, la répartition et la sécurité du revenu) à l'UQAM vont donner pignon sur rue à des études délibérément orientées vers la répartition des revenus. À Laval, on peut noter certains travaux au Laboratoire d'économétrie (Jean-François Gautrin) puis des travaux plus récents de Bernard Fortin et de son groupe, qui ont été à la base de la reconceptualisation de l'aide sociale à l'intérieur du Livre blanc sur la fiscalité. En un sens, ces travaux sont les plus complets au Canada. Un coup d'œil aux propositions de la Commission MacDonald (vol. II) qui vont dans la même direction montre bien que le travail empirique et conceptuel sur lequel la stratégie MacDonald a été échauffée n'est pas aussi intégré que celui sur lequel le Livre blanc sur la fiscalité du Québec l'a été.

79. Le cas le plus flagrant est probablement celui du salaire minimum. (P. FORTIN, *Une évaluation de l'effet de la politique québécoise du salaire minimum sur la production, l'emploi, les prix et la répartition des revenus : études et recherches*, Québec, Ministère du travail et de la main-d'œuvre, 1978 ; ou J.-L. MIGNÉ, « Le salaire minimum ou quand le diable se fait moine », *Relations industrielles*, XXXII, 3, 1977 : 310-319 ; ou J.-M. COUSINEAU, « Impact du salaire minimum sur le chômage des jeunes et des femmes au Québec », *Relations industrielles*, XXXIV, 3, 1979.)

L'identification d'un régime de répartition des revenus, qui prend de plus en plus de distance par rapport à l'appareil de production et aux impératifs de productivité, ainsi que la reconnaissance des effets pervers que peuvent avoir les mécanismes de redistribution du revenu et de la richesse n'ont pas pour autant encore réussi à convaincre les gouvernements en place d'effectuer des réformes en profondeur dans ces institutions.⁸⁰ Il s'agit d'ailleurs non seulement, faut-il le rappeler, de redistribution entre divers groupes à un moment donné, mais tout autant de redistribution entre générations.⁸¹

C'est ni plus ni moins à un constat d'échec de l'État-providence qu'on est renvoyé par les études qui paraissent surtout après le milieu des années 1970. Cependant, ce n'est pas pour autant le rejet de certaines nécessités de redistribution. La question centrale est de savoir comment on peut effectuer des redistributions jugées essentielles sans pour autant avoir à souffrir des effets pervers engendrés par des interventions de l'État.⁸²

C) *Le pari sur la méso-analyse*

Une nouvelle division du travail économique a été commandée au Québec par les défis majeurs des années 1960 et 1970 et elle a été rendue possible par

80. Encore une fois, le salaire minimum est un exemple clair : malgré les analyses techniques qui donnent des réponses claires, les hommes politiques ont continué d'en promettre l'augmentation. Le lien entre le salaire minimum, l'aide sociale et l'incidence marginale de la fiscalité sur le revenu est trop souvent mal compris. À partir du moment où la fiscalité incite les personnes à ne pas travailler et donc à se laisser vivre des prestations de l'aide sociale, le salaire minimum, en tentant de bonifier le salaire de base pour inciter les assistés sociaux à travailler, est condamné à tourner à vide. Non seulement l'offre de travail ne se matérialise pas, mais à ces salaires élevés la demande n'est pas au rendez-vous non plus. (H.-P. ROUSSEAU, « Un modèle de l'offre de travail des bénéficiaires de l'aide sociale au Québec », *Relations industrielles*, XXXII, 1, 1977 : 50-63.) On comprend aussi l'importance que les économistes ont attachée au Livre blanc du Québec sur la fiscalité, qui tentait de mettre de l'ordre dans tout ce secteur.

81. Il faudrait faire état ici des travaux importants réalisés au Québec, durant la période qui nous intéresse, sur les régimes de rentes et sur la redistribution des revenus entre générations. (Entrevue avec Robert Lévesque et Henri-Paul Rousseau, toutes deux à l'été 1983.) J. FAILLE, R. LÉVESQUE et H.-P. ROUSSEAU, « Le financement du régime de rentes du Québec », *L'Actualité économique*, LIV, 2, 1978 : 249-262. Là encore, les économistes québécois ont mis au point des institutions assez différentes de celles qu'on a proposées ailleurs ; le rapport COFIRENTES en est un bon exemple.

82. L'O.P.D.Q. a montré qu'entre 1967 et 1975, l'impact des transferts sur la répartition des revenus au Québec avait été pervers *i.e.* qu'il s'était traduit par un accroissement de l'inégalité parce que les plus démunis avaient reçu relativement moins de ces paiements de transferts. Les travaux de Diane Bellemarre et Lise Poulin-Simon vont en arriver à déduire que, dans un monde perclus de groupes stratégiques et d'imperfections, il faut avoir recours à la négociation sociale pour réaliser une répartition acceptable des revenus. (D. BELLEMARRE et L. POULIN-SIMON, « Le plein emploi : objectif et stratégie économique », Communication présentée dans le cadre du colloque sur les politiques de plein-emploi du Conseil de planification sociale d'Ottawa-Carleton, 1985, miméo.)

l'augmentation des effectifs d'économistes, tant dans les universités que dans les bureaucraties publiques et privées. Il s'en est suivi un approfondissement de la compétence technique que notait Pierre Fortin en 1981; il y a eu aussi redéploiement des ressources humaines dans des directions qui auraient été impensables en 1960. Les économistes, une engeance encore mal connue en 1960, sont devenus omniprésents en 1984.

À l'orée des années 1980, on aurait pu croire que la profession allait continuer à dériver vers une dominance théorique et méthodologique de plus en plus grande. Il semble cependant que la crise des fondements en science économique, dans les années 1970, conjuguée aux débats « nationaux » de 1980 et à la crise économique éprouvante vécue ici parallèlement ont contribué à infléchir les travaux des économistes québécois au cours des dernières années. Chaque groupe, à sa façon, a voulu lancer de meilleures passerelles entre le savoir académique et les problèmes économiques vécus.⁸³ Ce grand malaxage a fait que les traditions économiques des trois grands courants, encore si vivaces dans les années 1960 au Québec, ont commencé à être érodées. L'École des hautes études commerciales a délaissé de plus en plus sa tradition économiste pour se consacrer à la gestion. À Laval et à Montréal, le tonus et les ambitions restent différents — c'est notable — mais la déviance s'est installée au cœur de l'un et l'autre camp. Convergence il y a.

Les trois départements universitaires qui détenaient le monopole, ou presque, des travaux de science économique au début des années 1960 ont maintenant perdu ce monopole. D'autres foyers, à l'ÉNAP, à l'UQAM, etc., tout autant que de multiples centres et groupes de recherche (intra, trans et extra-universitaires), ont maintenant développé compétence et présence sur le chantier. Chacune de ces unités (auxquelles il faudrait ajouter les multiples cellules publiques ou privées qui ont pris le maquis et qui harcèlent la science économique conventionnelle à partir de contrées voisines) a déjà son réseau et ses instruments de diffusion. Cette superposition de réseaux de chercheurs et les produits analytiques et politiques différents qu'ils engendrent ont contribué à perpétuer une certaine image de la tribu des économistes comme, par définition, divisée et fratricide. En fait, il s'agit plutôt d'une multiplicité d'approches complémentaires assises sur des postulats divers et produisant des renseignements additifs sur l'économie québécoise. Après l'éclatement dans toutes les directions, il se pourrait que cette multiplicité d'approches soit en train de se fondre plus ou moins vite en deux grandes familles : d'une part les travaux de *science économique moléculaire*, misant sur l'individualisme méthodologique, et

83. On pourrait dire que les économistes québécois, stimulés par ces multiples défis, ont peut-être été amenés plus vite que leurs confrères du Canada anglais à lancer ces passerelles et à s'échapper de leur cocon formalisto-méthodologique.

d'autre part les travaux de *science économique molaire*, misant sur un découpage socio-économique plus gros.⁸⁴

La première famille est assez homogène et à saveur néo-libérale. Ce qui fait son unité, c'est l'appareil méthodologique puissant qu'elle utilise ; mais le type de rationalité sur lequel cet appareil est érigé est assez étriqué. On ambitionne ni plus ni moins que de reconstruire la trame des économies humaines à partir de monades rationnelles. C'est un gambit qui part de la rationalité instrumentale (la *Zweckrationalität* de Max Weber) et qui montre vite ses limites dans l'analyse des macro-mécanismes de coordination.⁸⁵

La seconde famille est encore très hétérogène et elle prend l'économie dans son entier comme un système de communication ; elle s'enracine dans une autre sorte de rationalité plus substantive (la *Wertrationalität*). L'avantage de cette approche est qu'elle est plus englobante et prend en compte l'énorme importance des conséquences non voulues et non prévues. Sa faiblesse est qu'elle n'a pas été développée de façon aussi systématique que l'autre. Cette seconde problématique, plus ample et plus accueillante, regroupe un ensemble de sous-groupes qui n'ont pas encore réglé leurs différends mais qui s'entendent pour travailler au microscope.⁸⁶

Le pari sur la méso-analyse constitue une stratégie de réconciliation efficace des analyses microscopiques de *l'adaptation* consciente des individus et des analyses macroscopiques de *l'adoption* par la trame causale de l'environnement. Après un certain nombre d'interactions adaptation-adoption, l'économie s'institue d'une manière qui devient justiciable d'une analyse qui compose les deux niveaux de réalité. Il semble donc que c'est au niveau des sous-procès esquissés plus haut que cette réconciliation a le plus de chance de s'accomplir, qu'elle est en train de s'accomplir.⁸⁷

84. Cette dichotomie a été développée en des termes un peu différents dans : G. PAQUET, « L'économie non-marchande dans l'économie de marchés : à la recherche d'un cadre de référence », *Revue d'économie politique*, XXXVII, 4, 1977 : 607-625.

85. Pour une analyse des deux types de rationalité qui sous-tendent ces deux familles de travaux économiques, voir : A.G. RAMOS, *The New Science of Organizations, a Reconceptualization of the Wealth of Nations*, Toronto, University of Toronto Press, 1981. Aussi : G. PAQUET, « Econocrats versus situationologists : A question of rationalities », Paper at the 15th National Seminar of the Institute of Public Administration of Canada, Lac-Sainte-Marie, mai 1982.

86. Le rassemblement de tous les travaux à saveur molaire en un seul groupe peut paraître naïf. Il nous semble cependant que tout le bouillon de travaux de la dernière décennie peut se comprendre comme un effort pour découvrir des règles de découpage des phénomènes qui permettent de s'évader d'un individualisme méthodologique trop étroit sans tomber dans une forme d'organicisme également simpliste.

87. Il s'agit peut-être d'un jugement imprudent, mais il est certain qu'au niveau des phénomènes méso-économiques, il est impossible de ne pas être confronté explicitement à l'interface des forces de l'environnement et des processus de décision. Nous voulons voir dans les travaux de la nouvelle économie industrielle les signes d'un renouvellement prometteur. Voir :

*

* *

Ce voyage à travers la pensée économique au Québec au cours du dernier quart de siècle, on ne pouvait l'entreprendre qu'avec un grand malaise. Les simplifications commises par les rapporteurs en 1953 et 1962 avaient de quoi décourager même les plus téméraires. Il n'est pas certain que nous ayions fait mieux, mais nos réflexions nous ont amené à redonner tout au moins son importance à la tradition de l'École des hautes études commerciales, qu'on avait déraisonnablement occultée ou mésinterprétée.

Nous avons aussi reconnu, avec Pierre Fortin et Bernard Bonin, les transformations gigantesques qui ont affecté la tribu des économistes québécois : nous avons tenté d'analyser cette évolution. On pourra nous chicaner sur ces quinquennia ou moins que nous avons caractérisés de certains traits un peu vifs. On sera tenté de trouver tout aussi excessive, peut-être, notre image de la scène économiste québécoise de 1984. Rappelons qu'il s'agit de fixer les idées, non pas d'écrire l'histoire définitive d'une période turbulente qui n'a pas fini de s'accomplir.

Si l'on peut dire que *la science économique normale* au Québec est devenue plus sophistiquée et techniquement impressionnante au cours du dernier quart de siècle, nous avons suggéré qu'elle a perdu le sens de ses origines et s'est trop autonomisée par rapport aux cadres sociaux qu'elle se devait de prospecter. En conséquence, *l'économie québécoise en tant que processus institué* est devenu un terroir *relativement* moins bien connu en faits, un chantier déserté par moments, où se sont introduits petit à petit d'autres travailleurs venant d'autres galeries pour répondre aux questions économiques centrales posées par les crises ou les projets de société. En fin de période, la science économique québécoise était éclatée et plurielle.

Dans notre effort pour comprendre comment on en était arrivé là, nous sommes revenus aux trois grands courants qui, en 1960, avaient un certain monopole sur la production de travaux économiques sur le Québec, et nous avons montré comment ces courants en étaient venus à être remplacés par des axes de travaux sur divers sous-procès de la socio-économie québécoise. L'examen de ces sous-procès devait révéler en même temps la richesse des travaux accomplis, la multiplicité des perspectives et les éléments d'une convergence possible et probable des esprits autour de ces axes méso-économiques devenus des points de ralliement susceptibles de réconcilier les points de vue.

L. GILLARD, « Premier bilan d'une recherche économique sur la méso-analyse », *Revue économique*, XXVI, 3, 1975 : 478-515. Aussi : A. JACQUEMIN, *Sélection et pouvoir dans la nouvelle économie industrielle*, Paris, Economica, 1985.

La grande crise de la science économique dans les années 1970 a été *une crise d'abstraction*.⁸⁸ Mais il semble bien qu'il y ait eu au Québec des forces socio-politiques qui, peut-être, ont protégé sans qu'on s'en rende bien compte les économistes québécois contre cette fièvre dangereuse. La crise de 1982 a fait le reste. Il ne nous reste maintenant qu'à trouver le terrain susceptible de faire que les spécialistes de sciences humaines, y compris les économistes, puissent recommencer à travailler aux problèmes de leur société plutôt que de poursuivre les indulgences de leur discipline.⁸⁹ Ce terrain, nous croyons que ce peut être celui de la méso-analyse : un terrain qui n'a pas encore été normalisé. Il en est qui crieront à l'imprudence : pourquoi abandonner des chantiers micro et macro-économiques bien ordonnés et normalisés pour les eaux troubles d'une méso-économie qui reste à construire ? À ceux-là, il faut rappeler les enseignements de Gaston Bachelard : « Dans le règne de la pensée, l'imprudence est une méthode. Il n'y a que l'imprudence qui peut avoir un succès. Il faut aller le plus vite possible dans les régions de l'imprudence intellectuelle. »⁹⁰ Il reste seulement à convaincre les économistes de jeter leurs béquilles : comme l'a écrit Joe Bousquet, « il n'est pas trop tôt pour cueillir le fruit dont l'ignorance est la saveur ».⁹¹

Gilles PAQUET

*Faculté d'administration,
Université d'Ottawa.*

88. T.W. HUTCHISON, *Knowledge and Ignorance in Economics*, Oxford, Blackwell, 1977, ch. 4.

89. Pour une critique de la discipline, voir : G. PAQUET, « Un appel à l'indiscipline théorique », *Présentation à la Société royale du Canada*, 1978 : 109-118 ; aussi, « Vers un nouveau paradigme dans les sciences humaines », *Transactions of the Royal Society of Canada*, XX, 1982 : 226-231.

90. G. BACHELARD, *L'engagement rationaliste*, Paris, PUF, 1972, p. 11.

91. J. BOUSQUET, *Le fruit dont l'ombre est la saveur*, Paris, Minuit, 1947, p. 15.